

# **lutte ouvrière**

**Les conflits  
dans les  
usines  
Renault**

voir pages 10, 11, 12

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 853 - 6 octobre 1984 - prix : 6 F



**Renault : une victoire  
du PCF et de la CGT à coup sûr,  
des travailleurs,  
pas encore tout à fait.**



# sommaire

## Dans le monde

Page 2 :

— Grande-Bretagne : Le congrès du Parti Travail-  
liste.

Page 6 :

— Egypte : les émeutes de la faim font reculer le  
gouvernement.

Page 20 :

— Amérique Centrale : les plans de paix avortent et  
la pression militaire des USA s'accroît.

## En France

Page 4 :

— Creusot-Loire : un nouveau plan de sauvetage  
mais pas plus de garanties pour les travailleurs.

Page 5 :

— Le gouvernement prépare de nouvelles mesures  
contre les travailleurs immigrés.  
Contre l'augmentation de la pauvreté, le gouver-  
nement fait la charité.

Page 7 :

— Dans les banques : Crédit Lyonnais : Le P-DG  
nous trouve trop nombreux.

Pages 8 et 9 :

— Courrier des lecteurs : A propos du problème  
basque.  
Nouvelles menaces contre les réfugiés basques.

Pages 10 à 12 :

— Dans les usines Renault :  
• La grève à Sandouville  
• Douai : satisfaction après cinq jours de grève.  
• Cléon : une semaine de lutte.

Page 13 :

— Aciéries de la Chiers : les travailleurs ne cèdent  
pas.

Page 14 :

— Chantiers de l'Atlantique (Saint-Nazaire)

Page 15 :

— Groupe Malakoff ; Alsthom-Atlantique (Le Bour-  
get) ; RATP.

## Culture

Page 16 :

— Livres : *Tant qu'il y aura des profs*, de H. Hamon  
et P. Rotman ; *Au temps des colonies* présenté  
par G. Balandier et M. Ferro.

Page 17 :

— Livres : *Un nommé Durand* de A. Scoff

Page 19 :

— Film : *Journal intime*.

**LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui  
le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui  
des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.**

**Les travailleurs sont seuls capables de remplacer  
le capitalisme par une société libre, fraternelle,  
humaine, car communisme et socialisme sont le seul  
avenir possible pour l'humanité menacée par les  
guerres, les crises, l'épuisement des matières pre-  
mières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme  
de la société actuelle.**

**Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de  
la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais  
aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son  
armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir,  
car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.**

**Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent  
qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être  
un peuple libre.**

**C'est pourquoi les militants qui animent ce journal  
s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et  
socialistes révolutionnaires et internationalistes.**

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## GRANDE-BRETAGNE

### Au congrès du Parti Travailleiste :

## Tout le monde il est beau, tout le monde il est d'accord

Le congrès du Parti Tra-  
vailiste, qui s'est ouvert le  
1<sup>er</sup> octobre à Blackpool,  
devait être le théâtre d'une  
belle empoignade entre par-  
tisans et adversaires de la  
grève des mineurs. C'est en  
tout cas ce à quoi toute la  
presse s'attendait après les  
nombreuses déclarations  
du leader travailliste Neil  
Kinnock condamnant la vio-  
lence sur les piquets de  
grève des mineurs.

En fait, il n'en a rien été.  
Comme le congrès des  
syndicats, au début sep-  
tembre, le congrès travail-  
liste s'est déroulé pour  
l'essentiel sous le signe de  
l'unité du parti, et ceux qui  
avaient des comptes à  
régler avec Neil Kinnock, et  
qui ne s'en étaient pas pri-  
vés dans les colonnes des  
divers organes travaillistes  
oppositionnels avant  
l'ouverture du congrès, se  
sont abstenus de le faire  
durant les débats.

Dès le premier jour, la  
motion de soutien à la grève  
des mineurs avancée par la  
direction du parti a donné le  
ton : on n'y retrouvait  
aucune des réserves ou des  
condamnations formulées  
jusqu'à présent par Kin-  
nock, mais seulement  
l'expression de la solidarité  
du Parti Travailleiste envers  
les grévistes, et une con-  
damnation explicite des vio-  
lences de la police. Quant à  
Scargill, le leader du syndi-  
cat des mineurs - ce syndi-

cat comme un grand nom-  
bre de syndicats britanni-  
ques adhère au parti travail-  
liste en tant qu'organisa-  
tion -, il s'est fait ovationner  
après un discours dépourvu  
de toute critique à l'égard  
de l'attitude plus que réservée  
de la direction travail-  
liste depuis le début du  
mouvement. En fait toute  
l'intervention de Scargill, en  
même temps qu'elle con-  
damnait la politique de Mar-  
garet Thatcher, a été axée  
sur l'idée que rien de tout  
cela ne serait arrivé si le  
gouvernement avait appli-  
qué le « Plan pour le Char-  
bon » adopté en 1974 par le  
gouvernement travailliste  
de l'époque. En d'autres ter-  
mes, la meilleure chose qui  
puisse arriver aux grévistes  
des mines, c'est le retour au  
pouvoir des Travailleistes : à  
en croire Scargill leur grève  
n'aurait alors plus aucune  
raison d'être... ce qui est  
quand même un comble  
quand on se rappelle que ce  
sont justement des gouver-  
nements travaillistes qui  
ont pris les premières  
mesures de suppressions  
d'emplois dans le secteur  
public à partir de 1977 !

Mais toute l'euphorie de  
ce premier jour n'a pas  
empêché le ton général de  
changer dès le lendemain  
avec le discours de Kin-  
nock. D'abord avec une  
nouvelle condamnation de  
la violence, et cette fois  
qu'il s'agisse de celle de la

police ou de celle des  
mineurs : « *Quand il s'agit  
de violence, le seul parti  
que je suis prêt à prendre,  
c'est de m'y opposer* ». Mais aussi condamnation  
de l'illégalité : « *Nous ne  
pouvons pas à la fois aiguil-  
ler la loi pour qu'elle soit  
notre meilleure arme dans  
le futur, et la traiter  
aujourd'hui par le mépris  
sous prétexte qu'elle ne  
nous convient pas* ». Mais  
toutes ces déclarations, en  
pleine contradiction avec  
ce qui avait été voté la  
veille, n'ont même pas sus-  
cité l'ombre d'une critique  
de la part des participants !

Au bilan, le Parti Travail-  
liste sera apparu, au travers  
de ce congrès, comme un  
parti responsable, qui con-  
damne l'attitude du gouver-  
nement Thatcher vis-à-vis  
des mineurs non pas au  
nom d'une solidarité élé-  
mentaire envers des travail-  
leurs en grève, mais au nom  
de ce qui est bon pour l'éco-  
nomie du pays, c'est-à-dire  
des capitalistes. C'était ce  
que voulait Kinnock qui pré-  
pare déjà le retour du Parti  
Travailleiste au pouvoir  
pour... 1988. Quant aux  
130 000 mineurs qui vien-  
nent d'entamer leur huiti-  
ème mois de grève, beau-  
coup de monde aura parlé  
en leur nom durant ce con-  
grès, mais personne ne  
s'est préoccupé du sort de  
leur mouvement !

François ROULEAU

## La justice s'en prend à Scargill

Au milieu du ronron satisfait  
des débats du congrès, un inci-  
dent rocambolesque est venu  
rappeler le rôle de l'appareil  
répressif de l'Etat dans la grève  
des mineurs.

C'est ainsi qu'en plein débat,  
Scargill s'est vu remettre une  
assignation à comparaître  
devant les tribunaux par un  
inconnu qui a aussitôt disparu.  
Renseignements pris,  
l'inconnu avait été introduit  
dans l'enceinte du congrès par  
un photographe d'un quotidien  
de droite, le *Daily Express*, et il  
s'agissait tout simplement  
d'un détective privé embauché  
pour remettre le papier officiel  
à Scargill en trompant la vigi-  
llance de son entourage : il faut  
savoir qu'en Grande-Bretagne,  
une assignation à comparaître  
n'a de valeur qu'à partir du  
moment où elle a été remise en  
main propre à la personne  
visée, et Scargill est trop vieux  
renard pour faciliter les choses  
à la justice en se laissant  
approcher par n'importe qui.  
Sans doute la vigilance de  
Scargill a-t-elle été trompée par  
l'importance du service d'ordre  
qui gardait l'entrée du congrès.  
Comme l'a dit, après, le prési-

dent de séance : « *Il faudrait  
peut-être revoir les mesures de  
sécurité* »...

En attendant, ce que signifie  
la remise de cette assignation,  
c'est que désormais, le juge de  
la Haute-Cour qui l'a signée a  
le pouvoir juridique de condam-  
ner Scargill à des peines  
d'amende ou de prison quand  
et comme il l'entend. Et cela  
parce que Scargill a défié à la  
télévision un jugement de la

Haute-Cour déclarant que le  
syndicat n'avait pas respecté  
ses propres statuts en appe-  
lant à la grève dans les mines.  
Ce qui ne veut pas dire que  
Scargill se retrouvera demain  
en prison. En fait, il est plus  
probable que le gouvernement  
choisisse de laisser la  
menace en suspens pour le cas  
où il en aurait besoin ultérieu-  
rement. C'est en tout cas une  
arme de plus dans son arsenal.

### Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

**LUTTE OUVRIERE**  
pour une période de un an : 180 F  
pour une période de six mois : 95 F

**LUTTE DE CLASSE**  
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)  
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodin-  
son, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865  
Paris Cedex 18. (1) Rayer les mentions inutiles



# RENAULT : Une victoire du PCF et de la CGT à coup sûr, des travailleurs, pas encore tout à fait.

Avec Renault, le Parti Communiste, par l'intermédiaire de la CGT, vient de remporter une victoire morale et politique. Au gouvernement et à la bourgeoisie qui le présentaient comme une force disparue, il vient de démontrer qu'il pouvait encore compter dans le pays... dès qu'il ne se contentait plus de jouer le simple jeu électoral.

Le gouvernement et le patronat espéraient bien que le Parti Communiste, et avec lui la CGT, étaient suffisamment déconsidérés dans la classe ouvrière pour que d'éventuels appels à la lutte ne trouvent aucun écho auprès des travailleurs. Eh bien, ils se sont trompés !

Les travailleurs ont été et sont encore démoralisés certes, mais à bien des moments et dans bien des endroits, ils ont montré que c'étaient les organisations syndicales, liées par le soutien au gouvernement de la gauche, qui étaient les principales artisanes de cette démoralisation.

Là, chez Renault, on a vu que lorsque les organisations syndicales (car le CGT n'a pas seulement réussi à entraîner les travailleurs, elle a aussi entraîné les autres syndicats) font preuve d'un peu de détermination, les travailleurs répondent présents. Le déroulement même des grèves chez Renault le montre. Au début, à part Le Mans, cela n'a pas marché dans toutes les usines, bien au contraire. Mais après la première semaine, les travailleurs, encouragés par la persévérance des organisations syndicales, ont débrayé largement dans bien des secteurs qui n'avaient pas bougé auparavant. Et cela a suffi pour que la direction Renault, et derrière elle le gouvernement, prennent peur et reculent. Oh, il ne s'agit encore que de concessions relatives, mais par rapport à l'arrogance des jours précédents et aux véritables provocations à propos de la prime et des licenciements, c'est un vrai recul.

En tout cas, les travailleurs de Renault de leur côté ont démontré combien était hypocrite l'argumentation des syndicats qui justifient leur inaction par une prétendue passivité des travailleurs. A partir du moment où la CGT et les autres syndicats ont semblé déterminés à organiser la lutte à l'échelle de toute les usines de la Régie et pas simplement à se livrer à des escarmouches inefficaces et sans lendemain, les travailleurs ont répondu présents.

C'était par choix politique que la CGT n'a rien fait pendant trois ans. Et c'est un autre choix politique qui, aujourd'hui, ne la retient plus.

En tout cas, pour faire reculer le gouvernement et le patronat, la présence des militants syndicaux à la tête des luttes est infiniment plus effi-

cace que la présence de ministres communistes au gouvernement. Sans doute parce que les ministres n'avaient pas très envie de faire obstacle à la politique du gouvernement quand ils en faisaient partie.

Alors, à Renault la CGT s'est arrêtée devant la perspective de négociations et devant quelques concessions concernant la prime, la prise de la cinquième semaine de congés et une augmentation de 1 % en octobre. De toute façon, elle n'avait pas précisé ses objectifs - peut-être pour rester maîtresse du jeu -, et il est difficile de savoir jusqu'où les travailleurs étaient prêts à aller.

Mais il faut bien comprendre que les travailleurs de Renault n'ont eu que 1 % d'augmentation, une prime qui leur était due et finalement rien d'autre que des promesses sur les licenciements. Mais rien n'est définitivement réglé. Et ce qui est vrai pour Renault est encore plus vrai pour le reste de la classe ouvrière.

L'exemple de Renault renforcera sans doute le moral de l'ensemble des travailleurs du pays. Il ne peut que redonner confiance aux travailleurs en eux-mêmes et dans la possibilité de se défendre.

Mais après ce premier succès incontestable, justement, quelle sera la politique de la CGT ? Va-t-elle en rester là ? Se contentera-t-elle de ce succès pour elle et pour le Parti Communiste, mais qui n'en est pas encore un véritable pour les travailleurs ? Ou va-t-elle s'appliquer maintenant, en s'appuyant sur ce succès, à organiser et généraliser, de la même façon la lutte pour les revendications de tous les travailleurs, revendications qui tournent pour tous autour des mêmes problèmes : les salaires et le chômage.

Jusqu'où ira l'unité des syndicats qu'elle a réalisée autour d'elle en prenant l'offensive ? Telles sont les questions que les travailleurs peuvent et doivent se poser car pour le moment ceux de Renault, s'ils ont participé à la lutte, n'ont guère le contrôle de la direction de leur mouvement dont les buts et les moyens restent du domaine des initiatives des directions syndicales.

Mais ce n'est justement qu'au travers des luttes que les travailleurs pourront apprendre qu'ils sont les plus aptes à les diriger, car eux seuls n'ont pas d'autres intérêts que les leurs à défendre, et eux se battent pour remporter de véritables victoires, et pas seulement des victoires morales dans des escarmouches qui les opposeraient à d'anciens collègues du Conseil des ministres.

Arlette LAGUILLER

## Des engagements bien minces !

« Ce qui vient d'arriver chez Renault est un succès du bon sens, un espoir et une véritable leçon de choses » déclarait Henri Krasucki le 3 octobre. Et l'on comprend que Krasucki ait de quoi se réjouir. Après un peu moins de deux semaines de mouvements qui sont allés en s'amplifiant, la direction de Renault a fait le geste de reculer. Et elle a donné l'occasion à la CGT de pouvoir se prévaloir d'un succès moral.

Oh, bien sûr, du point de vue des travailleurs il y a peu de choses en réalité. Et il est même parfois bien difficile de distinguer ce qui est une concession véritable de ce qui est une apparence de concession. Bien sûr, la direction a lâché 1 %

au 1<sup>er</sup> octobre, mais cela ne fera de toute façon que 3 % depuis le début de l'année, c'est-à-dire bien moins que la hausse des prix. Bien sûr, elle a lâché une prime, mais là les choses sont plus floues : entre les 300 F du Mans et les 320 F ailleurs (Le Mans aura 20 F en plus pour compenser), on a du mal à discerner ce qui est un retour en arrière sur une provocation de ce qui est un réel avantage. Quant à la cinquième semaine de congé, elle pourra ne pas être prise obligatoirement entre Noël et le jour de l'An, mais ce sera quand même la règle générale avec des dérogations ; et là où les usines seront mises en chômage technique, quelle sera la compensation ? Restent les heu-

res de grève : elles seront payées mais en partie seulement et de façon visiblement différente selon les usines.

Mais c'est vrai que s'il y a eu un geste vis-à-vis des revendications des travailleurs et que la CGT n'est pas restée bredouille, il y a eu encore un geste de plus vis-à-vis des syndicats et en particulier de la CGT. Celle-ci réclamait l'ouverture anticipée de négociations générales. Eh bien, après avoir dit non, la direction les a ouvertes le 4 octobre, et elle a donné là à la CGT une raison de plus pour paraître être victorieuse. Mais cela ne doit pas cacher que l'essentiel des problèmes, en particulier celui de la garantie de l'emploi, n'est absolu-

ment pas réglé. La direction de Renault promet de régler les problèmes en douceur, sans licenciement, mais le « dégraissage » aura lieu et l'exemple des systèmes de mutations, mises en pré-retraites, stages de formation, retours volontaires de travailleurs immigrés, mis en place dans d'autres usines, prouve bien que les travailleurs ne peuvent pas se sentir rassurés par ces simples promesses.

Alors, d'une manière générale les syndicats, et la CGT en particulier, ont exprimé leur satisfaction, mais reste aux travailleurs à veiller en tout cas à ce que même ces insuffisantes promesses soient tenues.

**FÊTE  
de  
Lutte  
Ouvrière**

**LILLE**

**Samedi 6 et dimanche 7 octobre, salle des fêtes de Fives, rue de Lannoy, métro : Fives.**



## Mon TUC en toc

Les TUC de Fabius n'ayant pas soulevé un enthousiasme spontané, celui-ci ne ménage pas les déclarations grandiloquentes ni les arguments d'autorité.

D'après lui, dans cette aventure, le gouvernement « joue sa réputation » et ne tolérera « aucune embûche », car, précise-t-il, c'est « la guerre contre le chômage ». Alors, gare à tous ceux qui douteront des TUC et autres stages-Barre new-look : « Qui ne suit pas et qui ne tire pas dans ce sens (en mettant en application les mesures gouvernementales) sera écarté ».

Même les préfets et commissaires de la République sont priés de se mettre au goût du jour puisque Fabius leur a demandé de « consacrer tous, leurs efforts » et de faire en sorte que tous les responsables « se mobilisent ».

Mais pour l'instant tout le monde tire la patte.

Du côté du CNPF, on trouve l'ensemble du plan (et les TUC entre autres), « généreux » mais « pas forcément efficace, et sûrement insuffisant ».

Du côté des syndicats, c'est plus que réservé : la CGC trouve le plan trop « partiel », la

CFDT parle de « traitement statistique du chômage ». Quant à la CGT, elle trouve que « les mesures prises n'apportent aucune réponse satisfaisante ».

Seuls ont répondu « présent » à l'appel de Fabius... les membres du bureau exécutif du PS qui « invite ses sections et ses fédérations à un effort intense pour populariser les mesures adoptées et contribuer à leur succès ». On leur souhaite bien du courage !

Car les 1 200 F, ou les 1 700 F dans le meilleur des cas, promis par le gouvernement, n'ont pas de quoi susciter l'enthousiasme des jeunes chômeurs. Et il ne serait pas étonnant que beaucoup de jeunes, se rendant compte de l'inutilité de telles mesures et du peu de cas que fait d'eux le gouvernement, ne se sentent pas très concernés par ce énième plan de lutte contre le chômage.

Car pour le moment, on entend plutôt jeunes et moins jeunes trouver qu'avec ces sortes de chantiers de jeunesse payés au rabais, le gouvernement amuse (bien mal) la galerie.

Bertrand GORDES



De stage Barre en stage Rigout ; de stage Rigout en TUC... du toc pour les jeunes.

## AULNAY-SOUS-BOIS (93)

### En maternelle, des institutrices absentes non remplacées

Manque de place et institutrices absentes non remplacées en maternelle, classes primaires surchargées, c'est la situation à Aulnay-sous-Bois, trois semaines après la rentrée scolaire.

Au groupe scolaire Ambourget, la liste d'attente en maternelle ne comporte pas moins de trente-cinq noms, mais aucune nouvelle classe n'est prévue. Dans la même école, quatre institutrices sont absentes et à ce jour une seule est remplacée. A l'école voisine, rue de Savigny, également, une institutrice absente n'est pas remplacée.

Le ministère de l'Education nationale nomme si peu de remplaçants que même une

institutrice en congé de maternité (un congé donc prévu à l'avance) n'est pas remplacée. On se demande s'il y aura des remplaçants pour les institutrices qui vont être bientôt également en congé de maternité.

Un inspecteur de maternelle, reflétant l'opinion des « milieux autorisés », a répondu à des parents que les moyens sont réservés aux classes primaires en priorité. Et comme les moyens sont limités, les maternelles trinquent...

Aussi, quand une institutrice de maternelle est absente, il est demandé aux parents de garder leurs enfants, les enfants restants étant répartis dans les autres classes au

## HÔPITAL JEAN-MINJOZ (DOUBS)

### Nouvel épisode

A Chateaufarine, voilà maintenant deux ans que l'hôpital est construit et qu'il ne fonctionne toujours pas en totalité. Des directives venues du ministère exigent que l'hôpital soit opérationnel au plus vite. Mais suite à la circulaire Bérégovoy, aucun poste ne sera créé pour l'ouverture des blocs opératoires et des salles de réveil dans le nouvel établissement. Alors la direction a décidé de grignoter un peu dans tous les services de l'actuel hôpital Saint-Jacques pour arriver à faire tourner les blocs : résultat, 67 postes ont été « restructurés ». Le service de prématurés qui a un taux d'occupation de 119 % voit son nombre de postes diminuer de 8,5 % ; la pédiatrie de 17,5 %. En pneumologie, c'est une unité de soin que l'on va supprimer.

Dans un hôpital, le nombre de postes d'un service est décidé en fonction du nombre de lits. Or en supprimant les lits non occupés, cela réduit le personnel mais ne diminue en rien le nombre de malades puisqu'un service n'est que rarement occupé à 100 % : la conséquence immédiate c'est que la charge de travail pour chacun s'avère plus grande.

D'après la direction, il y aura des listes d'attente pour entrer dans certains services. Quant au personnel, il devra naviguer d'une unité de soins à l'autre pour répondre aux « coups de bourre ».

C'est ce qui s'appelle déshabiller Saint-Jacques pour habiller Saint-Jean !

## CREUSOT-LOIRE

### Un nouveau plan de sauvetage, mais pas plus de garanties pour les travailleurs

Un nouveau projet de sauvetage du groupe Creusot-Loire a été annoncé le 2 octobre. Cette fois-ci, pour le moment du moins, les repreneurs ne seraient plus que deux : Framatome et Usinor, les deux rescapés de la tentative de sauvetage lancée en août sous l'égide de Fives-Cail-Babcock et avortée en septembre avec le désistement de Fives-Cail.

Selon ce nouveau plan, Framatome reprendrait la division Energie, certaines de ses filiales et la Chaudronnerie. Tandis qu'Usinor reprendrait Creusot-Marrel (métallurgie) et la division Armement. C'est-à-dire une partie encore plus restreinte des activités du groupe que dans le plan précédent.

Quant aux conséquences pour les travailleurs du groupe, ni les experts des deux repreneurs, ni les représentants du gouvernement qui président à l'opération, n'ont donné d'informations précises. D'après ce qui a filtré, le plan entraînerait au moins 1 300 suppressions d'emplois, et peut-être 1 700 si l'on tient compte de mesures sans doute plus sévères dans les secteurs administratifs. Ce qui se traduirait par un minimum de 400 départs en préretraites et par 700 licenciements pour lesquels le gouvernement envisagerait

d'assurer dix mois de formation payés à 70 % comme pour les licenciés de Citroën.

A première vue, ce nouveau plan comporterait donc moins de suppressions d'emplois que celui du mois d'août qui en prévoyait 2 500. Mais à première vue seulement, car le nouveau plan portant sur un nombre plus restreint d'entreprises, les deux plans sont difficiles à comparer.

En revanche, les deux plans ont un point commun essentiel : tous deux font appel à l'argent des contribuables pour combler le « trou » de Creusot-Loire, que ce soit directement ou par société nationalisée interposée. Et ni l'un ni l'autre ne fait appel aux caisses des nombreuses sociétés bénéficiaires de l'empire Schneider auquel appartient Creusot-Loire !

Mais de toutes façons, si d'ailleurs il ne capote pas en cours de route, ce plan ne constitue pas plus une solution pour l'ensemble des travailleurs de Creusot-Loire que les plans qui l'ont précédé. En particulier, il ne comporte aucune garantie de réembauche pour les travailleurs licenciés, et aucune garantie de l'emploi pour les travailleurs des sociétés du groupe qui ne sont pas « reprises » !

## Une affaire macabre

Toute la presse locale dijonnaise a largement parlé la semaine dernière d'un différent plutôt macabre qui a opposé la ville de Dijon à un concessionnaire de pompes funèbres de Chaumont, les établissements Leclerc.

L'objet du litige : le corps d'un Haut-Marnais décédé le dimanche à Dijon.

La ville de Dijon, qui a —

on l'a découvert à cette occasion — le monopole des fournitures de cercueils, aurait refusé le permis d'inhumer parce que la famille s'était adressée à un autre fournisseur qu'elle.

Résultat : le corps est resté bloqué pendant trois jours à la morgue de Dijon... jusqu'à ce que la famille s'adresse aux pompes funèbres de Dijon.



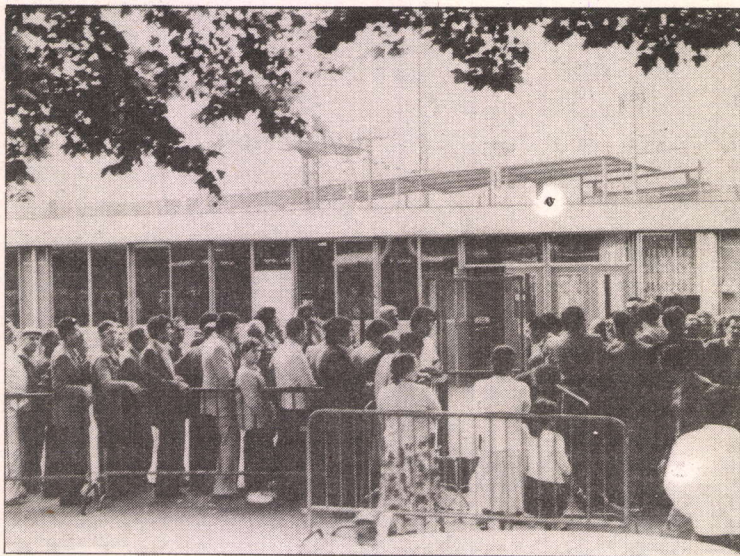
## Le gouvernement prépare de nouvelles mesures contre les travailleurs immigrés

« Nous avons déjà les Basques », ronchonnait (d'après le *Canard Enchaîné*) le numéro 2 du Parti Socialiste, Jean Poperen, « nous allons maintenant avoir sur le dos le problème des étrangers ». Sur ce sujet, le gouvernement prépare de nouvelles mesures concernant les travailleurs immigrés. Elles pourraient être adoptées au prochain Conseil des ministres, le 10 octobre.

Pour l'instant, seule Georgina Dufoix, ministre de la Solidarité, a levé un petit coin du voile puisque c'est elle qui mène la « réflexion » sur cette question. Il s'agit désormais, dicit le ministre, d'être d'une « très, très grande fermeté » envers les travailleurs clandestins.

Mais les frontières ne sont-elles pas fermées aux travailleurs étrangers depuis septembre 1983, la police n'expulse-t-elle pas tous les jours des travailleurs immigrés qui ne sont pas en règle ? Oui, bien sûr, mais il paraît qu'on vivrait quand même une période de « laxisme ». Le système de contrôle des ressortissants du Maghreb fonctionnerait « mal ». Alors foi de Dufoix, la « gentillesse » n'est plus de mise.

Et dans certains milieux gouvernementaux, on est encore moins délicats, la France « c'est le bas de l'entonnoir » y dit-on : les travailleurs étrangers expulsés de RFA, de Grande-Bretagne, d'Italie et d'Espagne arriveraient tous en France.



Un centre de réception des étrangers à Paris. L'attente commence quatre heures avant l'ouverture des bureaux.

Comme la France compte 2 875 km de frontières terrestres, 3 035 km de frontières maritimes, 685 aéroports, dont 115 ouverts au trafic international, 24 ports de commerce, 581 ports de plaisance, les pandores français n'y arriveraient plus.

Ils finissent même par tout confondre... Au mois d'août dernier, des policiers avaient tabassé un de leurs collègues martiniquais en civil, pas assez prompt à sortir ses papiers lors d'un contrôle.

Georgina Dufoix peut toujours claiçonner qu'il n'est pas question de mener la politique « de la matraque et du marteau » ou du « Prends ta valise et tire-toi ». Ses propos, et derrière eux la politique de son gouvernement, sont dans le droit fil d'une politique répressive à l'égard des immigrés et dans la

logique des discours de Mitterrand qui en août 1983 concluait un débat sur la question de l'immigration par son « il faut renvoyer les immigrés clandestins », bientôt suivi par Badinter qui en novembre de la même année répétait : « Il faut que l'immigration clandestine soit stoppée ».

Fabius, lui, expliquait lors de son *Heure de vérité* que cette question serait une des préoccupations politiques du gouvernement, ajoutant que sur ce problème, Le Pen donnait de « fausses réponses à de vraies questions ».

Il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour connaître les « bonnes réponses » du gouvernement socialiste, « bonnes réponses » qui ne tranchent guère avec les « mauvaises » avancées par le champion de la xénophobie et du racisme.

## Contre l'augmentation de la pauvreté le gouvernement fait la charité

Le porte-parole du Secours catholique a, au cours d'une interview télévisée, mis l'accent sur la pauvreté de milliers de personnes et il a surtout montré comment beaucoup plus de gens encore qu'auparavant avaient du mal à se loger.

Des mal-logés, il y en a toujours eu, mais leur nombre est venu se grossir de tous ceux qui ne peuvent plus payer le loyer d'un appartement décent et qui doivent le quitter. Ainsi cette femme dont le cas a été rapporté dans la presse et qui vit avec ses enfants dans une GS garée en bordure d'une cité HLM ou ces familles qui doivent cohabiter dans quelques mètres carrés...

Les chiffres énoncés par le Secours catholique sont éloquentes : en 1982 cet organisme avait reçu 250 000 appels au secours ; en 1983 le chiffre atteint 450 000. En 1983, sur cent mille cas étudiés, parmi ceux-ci une famille sur trois se retrouverait sans ressources si elle payait son loyer. Une famille sur trois toujours ne disposerait, une fois le loyer payé, que de 20 F par jour et par personne. Et toutes ont accumulé des dettes importantes de loyer, de gaz, d'électricité et d'eau. Et la plupart du temps, c'est le chômage partiel ou total qui est la cause directe de cette détresse.

Par ailleurs, nombreuses sont les familles déjà inscrites au fichier des mal-logés dont les conditions

financières se sont dégradées au point qu'elles peuvent de moins en moins prétendre à un logement HLM.

Enfin, alors qu'on avait réussi tant bien que mal à résorber autour des grandes villes les bidonvilles des années 1950-1960, on voit réapparaître des abris précaires, des familles qui s'installent dans des caravanes ou des cabanes de tôle et de bois.

Le ministre de l'Urbanisme et du Logement, Paul Quilès, a reconnu lundi 1<sup>er</sup> octobre sur TF 1 la gravité du problème et il a annoncé que plusieurs milliers de logements seraient mis — mais quand ? — à la disposition des sociétés charitables, le loyer étant assuré par des fonds spéciaux sous contrôle des Directions départementales de l'action sanitaire et sociale, les DDASS.

Et il paraît que l'on va réactiver le plan gouvernemental anti-pauvreté dont les grandes lignes avaient été jetées il y a deux ans, juste après la loi de décembre 1982 restreignant les droits des chômeurs.

Mais le gouvernement peut bien faire mine de combattre par des plans de charité la pauvreté et l'aggravation des conditions de vie de familles les plus modestes, en menant une politique qui s'en prend aux systèmes de protection des chômeurs, c'est lui qui accroît pauvreté et misère pour les plus démunis des travailleurs.

Julie RENOIR

## POUVOIR D'ACHAT

### Maintien de la baisse

Selon des statistiques que vient de publier la CGT, le salaire moyen ouvrier serait aujourd'hui de 5 403 F par mois pour un homme et de 4 065 F pour une femme.

Sur un an, de juillet 1983 à juillet 1984, le salaire mensuel net ouvrier a augmenté en moyenne de 5,5 %. Pendant le même temps, l'indice CGT des prix a accusé une augmentation de 12,2 %. Autrement dit, le pouvoir d'achat des ouvriers a baissé, suivant

l'indice CGT, de près de 6 %. Quant aux smicards, leur pouvoir d'achat est également tombé de 4,3 %.

A l'échelle de l'ensemble des ménages, la tendance est d'ailleurs la même : une baisse du pouvoir d'achat de 1 %, selon l'Observatoire français des conjonctures économiques. Les professionnels du commerce et des services s'en inquiètent d'ailleurs. Car, depuis la fin 1982, ils ont enregistré des baisses d'activité importantes dans certains secteurs. Ainsi les

ventes dans le domaine des loisirs, des produits de luxe et de la culture, ont baissé de plus de 10 % en volume. Dans l'électroménager, la baisse a été de 18 %, de 10 % dans l'électro-acoustique, et de 13 % dans l'habillement. L'alimentation serait également touchée.

Et dire que Fabius a le culot de prétendre dans son projet de budget que « le pouvoir d'achat moyen par tête ne connaîtra pas de baisse ! »

## Une désinvolture révoltante

Le Centre hospitalier de Mâcon devait ouvrir une école d'infirmières psychiatriques.

Plus de cent élèves s'étaient présentées à l'examen d'entrée et trente ont été reçues.

Mais, suite à des restrictions budgétaires décidées par le gouvernement, les futures élèves ont reçu le 28 août une lettre annulant la rentrée prévue le 17 septem-

bre.

Ce serait le directeur qui aurait pris cette décision. Or la plupart des futures élèves avaient déjà donné congé à leur employeur en prévision de leur rentrée à l'école.

Il ne lui aurait rien coûté de les prévenir à l'avance au moins ; et il n'a pas tenu compte le moins du monde des problèmes que sa décision pouvait engendrer.



## Les émeutes de la faim font reculer le gouvernement

### UNE ECONOMIE PARASITAIRE...

Au nom du libéralisme économique a été mise en place une politique économique dite d'ouverture (« infitah »), c'est-à-dire d'ouverture aux capitaux étrangers. Les principaux bénéficiaires en sont les bourgeois égyptiens.

Les profits sont particulièrement plantureux dans certains secteurs : le commerce import-export, les cultures d'exportations (production intensive d'œufs et de poulets, par exemple), l'immobilier de luxe, la spéculation financière sous tous ses aspects (banque, assurance, transferts et placements d'argent, de caractères plus ou moins légaux).

Si le produit national brut a triplé ces quinze dernières années, les millions d'ouvriers, de paysans et de petits employés n'en ont pas vu la couleur. Au contraire.

### ... DOMINEE PAR LES CAPITAUX ETRANGERS...

Malgré ces résultats apparents, il n'y a pas eu, à proprement parler, de croissance industrielle. Les capitaux étrangers qui sont injectés dans l'économie égyptienne et viennent glaner des profits sont deux fois plus nombreux dans les secteurs spéculatifs que dans les secteurs productifs, où ils sont en plus concentrés dans les branches qui fournissent des biens de consommation aux privilégiés de l'« infitah », comme par exemple les matériaux de construction de luxe.

En 1979, 43 millions de francs ont été investis en Egypte par les investisseurs des pays impérialistes alors qu'ils ont empoché dans le même temps un total de 8 milliards de francs et ont ainsi largement contribué au déficit chronique de l'Etat égyptien.

L'économie égyptienne est d'ailleurs largement tributaire de l'extérieur (72,3 % du produit intérieur brut dépend du commerce extérieur). Le déficit était de près de 37 milliards de francs en 1982-83. La dette extérieure est passée de 9 milliards de francs en 1970 à 119 milliards de francs en 1982.

### ... OU L'AGRICULTURE VIVRIERE EST EN VOIE DE DISPARITION...

C'est le secteur agricole qui a été le plus touché. Il ne reste pas grand chose de la timide réforme agraire des années 1950.

98 % des agriculteurs disposent de moins de deux hectares et, à eux tous, ils

ne totalisent que les deux tiers des surfaces arables. Officiellement, les grands domaines n'existent plus, mais c'est une fiction : ils ont été morcelés en unités comptables et continuent comme par le passé à enrichir quelques gros propriétaires terriens.

Les ponctions fiscales de l'Etat, dans les années 1960, ont entraîné pour les petits paysans un abandon des terres et une stagnation de l'agriculture. Une partie des cultures de coton et de céréales a alors été supprimée.

### ...AU PROFIT DES CULTURES D'EXPORTATION...

En 1976, les possibilités de recourir au crédit ont été restreintes. Les petits paysans qui ne pouvaient acquitter à temps le loyer de leur terre ont été expulsés, ce qui a renforcé le secteur de la culture pour l'exportation.

Ces dernières années, une nouvelle couche de commerçants-propriétaires terriens, pour qui la terre est

un placement sûr et un signe de distinction, s'est développée. Elle a supprimé une partie des animaux de trait, des terres réservées à la culture du trèfle, elle a licencié une main-d'œuvre jugée coûteuse, pour mettre l'accent sur des cultures intensives et exportables : fruits et légumes frais de contre-saison, fleurs, etc.

### ... ET QUI NE PEUT PLUS NOURRIR LA POPULATION

Les paysans chassés de leurs terres et les ouvriers agricoles chassés de leur travail sont allés s'entasser dans les villes, qui atteignent de plus en plus les limites de l'asphyxie. Aujourd'hui, près d'un Egyptien sur deux habite à la ville. Et cette population urbaine de plus en plus importante dépend totalement des campagnes pour manger.

Alors, depuis 1974, l'agriculture égyptienne, trop tournée vers l'exportation, est devenue incapable de nourrir l'ensemble de la population. L'Egypte doit

importer 50 % des produits alimentaires. C'est le deuxième des pays sous-développés importateurs de céréales. Ce qui coûte cher.

Les disparités entre les riches et les pauvres sont criantes. « Au Caire, on peut tout acheter, remarquait Eric Rouleau du journal *Le Monde*, à condition d'y mettre le prix : vêtements de grands couturiers étrangers, appareils ménagers ouest-allemands, parfums français, fromages hollandais, mobilier américain, montres suisses. »

« A condition d'y mettre le prix »... Ce qui n'est pas à la portée de la grande masse de la population égyptienne. Au contraire, la pénurie alimentaire est telle que s'est développée dans les villes une mafia de spéculateurs, qui ont des appuis au niveau de l'Etat, et qui soumettent la population à un véritable racket.

Dans un tel contexte, l'annonce d'une hausse qui revenait à doubler le prix du pain ne pouvait apparaître que comme une provocation inacceptable.

Jacques FONTENOY

## TCHAD

### Victimes de la sécheresse et du coton

Au Tchad, la famine s'étend. Elle n'existe pas seulement au nord mais aussi au sud. Elle s'explique par la sécheresse, par la guerre et l'insécurité, peu favorables à l'activité productive des paysans, par les moyens de culture archaïques. Mais pas seulement.

Car ces mêmes difficultés n'ont pas empêché que la récolte de coton soit maintenue pour cette année à 156 000 tonnes — ce qui était paraît-il inespéré

compte-tenu des conditions de production. Alors les paysans tchadiens ont pu produire du coton et pas des céréales, pas de quoi nourrir la population ? c'est qu'ils n'ont pas eu le choix. Le régime dictatorial d'Hissène Habré les a contraints à produire du coton plutôt que des cultures vivrières comme le mil pour les plus grands profits de la CotonTchad. Et derrière la CotonTchad se profile la Compagnie française des textiles.



Emeutes de la population pauvre du Caire en 1977.



## Le P-DG nous trouve trop nombreux

Les propos de Deflassieux, le président du Crédit Lyonnais, au journal *Le Matin* (publiés le 25 septembre) ne sont pas passés inaperçus dans la banque. Toute la semaine, des photocopies de l'article ont circulé : certaines ont été affichées, et les commentaires vont bon train.

Il a affirmé que 10 à 15 % des emplois au Crédit Lyonnais devront être supprimés dans la décennie à venir. Ceci revenait à confirmer les propos de Dautresme, le président du Crédit du Nord, qui - il y a quelques mois - avait avancé le chiffre de 50 à 60 000 emplois excédentaires sur un total actuel de 350 000 employés de banque.

Ces messieurs parlent de sureffectifs, en invoquant, entre autres, le niveau atteint par la « bancarisation » (tout le monde pratiquement a un compte en banque) et les « nouvelles technologies » (informati-

que, machines à traitement de texte, distributeurs de billets, guichets automatiques) qui doivent permettre une productivité accrue.

Et comme pour donner le feu vert aux banquiers, Bérégovoy s'en est pris récemment aux coûts, selon lui trop élevés, de fonctionnement des banques - et notamment aux frais de personnel qui représentent en moyenne 70 % des frais généraux. Le ministre de tutelle du secteur bancaire a exigé des dirigeants des établissements nationalisés des prévisions précises pour améliorer la productivité.

Ce qui pouvait apparaître, il y a quelques mois, comme de simples ballons sondés prend désormais de plus en plus l'allure d'une menace précise contre les effectifs dans les banques.

Et quand on lui demande si le « turn-over » (retraites et autres départs « natu-

rels ») couvrira la baisse d'effectifs envisagée, Deflassieux répond qu'il « l'espère et le souhaite ». Ce qui signifie qu'il n'exclut pas du tout l'hypothèse de licenciements à venir.

D'ailleurs, depuis quelques mois, les directeurs et les cadres supérieurs du Crédit Lyonnais - dans le sillage du président - n'ont plus que les mots de rentabilité, de productivité à la bouche et au bout de la plume. Et dans bien des services, des agences, on voit des études d'organisation, vite suivies de projets de structuration, de restructuration (comme au Département du Commerce extérieur au Siège) et parfois de dissolution (par exemple le DAT-PEL à la Défense d'où 37 personnes vont être mutées dans les deux mois dans d'autres secteurs ou agences).

Presque partout, on surveille de près nos horaires, on ergote sur notre travail, on pousse à la discipline.

Ce n'est pas que le Crédit Lyonnais soit sur la paille, loin de là. Les bénéfices se portent bien, et dans les autres banques aussi. Mais, profitant de l'ambiance générale marquée par la crise économique et le chômage en hausse, les banquiers, après s'être attaqués à nos salaires, agitent maintenant le spectre des baisses d'effectifs. Avec peut-être au bout, des projets de licenciements, et en tout cas dès maintenant des attaques contre nos conditions de travail.

Mais il n'est vraiment pas dit que pour Deflassieux tout se passe comme sur des roulettes. Sur ce P-DG socialiste, proche de Mauroy et facilement reçu chez Fabius, le personnel ne se fait plus aucune illusion. Et il se pourrait bien que ses attaques provoquent un mécontentement effectif, et même sureffectif !

## C'est plus de l'amour c'est d'la passion

Il ne faut pas espérer voir le prix du crédit tomber à moins de 7 % en plus de l'inflation. Telle est la conclusion d'un rapport sur le système bancaire français que vient de publier le Commissariat au Plan. Car, dit ce rapport, on risquerait sinon de mettre en danger l'équilibre financier des banques.

Car celles-ci ont des frais généraux considérables qu'il faut bien faire payer à quelqu'un. Par exemple, les frais de fonctionnement du réseau d'agences, qui est paraît-il l'un des plus denses du monde : mais comme cette densité facilite justement le drainage de l'épargne, il serait maladroit de tenter trop d'économies dans ce domaine.

Alors, restent les frais de gestion des différents services offerts par les banques, en particulier des chèques. Et le rapport remet sur le

tapis une proposition qui est dans l'air depuis déjà un certain temps : faire payer les usagers pour chaque chèque qu'ils utilisent. Cela permettrait d'en amortir les frais de gestion et, peut-être, car ce n'est même pas certain, de faire baisser les taux de crédit.

Autrement dit, c'est en particulier à la grosse masse des petits déposants - ceux qui se servent des banques pour faire virer leur salaire - qu'on ferait ainsi financer la baisse du prix du crédit. Ce qui est un comble puisqu'après tout, les principaux bénéficiaires du crédit, ce sont quand même les entreprises : à la fois parce qu'il leur permet de bénéficier d'argent frais, et parce qu'il favorise les ventes !

Notre argent les intéresse mais si ça continue ils vont finir par nous faire payer pour qu'on leur donne !

## La dame de fer est tombée sur un os... en or

Rien ne va plus ! Voilà que Margaret Thatcher, l'apôtre mondial des dénationalisations, le modèle favori de Chirac, se met à nationaliser une banque !

Et justement, c'est bien parce que rien n'allait plus que la Banque d'Angleterre a décidé le 30 septembre de racheter Johnson Matthey Bankers, une très distinguée banque d'affaires de la City de Londres. C'est que les dirigeants de cette très ancienne maison avaient un problème délicat : un certain nombre de leurs débiteurs - des Américains et des Coréens paraît-il - avaient poussé le manque de savoir-vivre jusqu'à annoncer qu'ils ne paieraient plus ni dettes, ni intérêts ! Des gentlemen si distingués et... qui rapportaient tellement gros... Enfin, tout cela faisait un trou dans la caisse, autour de 1,8 milliard de francs. Peu de chose en vérité à côté des déficits courants de bon nombre de banques américaines qui ne s'en portent pas plus mal !

Seulement voilà !

Johnson Matthey Bankers, c'est la banque du groupe Johnson Matthey, l'un des plus importants négociants en métaux précieux - et surtout en or - du monde. Et sa banque fait partie du très fermé « club des cinq » qui, deux fois par jour, déterminent d'un commun accord le « fixing », c'est-à-dire le cours indicatif qui sert de référence à toutes les transactions sur l'or qui se font dans le monde.

Alors, imaginez un peu le scandale, si les arbitres officiels - mais universellement reconnus - du marché mondial de l'or, en venaient à avoir des ennuis de trésorerie comme le commun des mortels ! Quelle irrémédiable pagaille cela pourrait déclencher sur un marché, déjà bien assez chatouilleux comme cela à cause de la spéculation ! D'où l'intervention en castastrophe de la Banque d'Angleterre.

Elle l'avait pourtant bien dit qu'elle ne ferait jamais une nationalisation, même pour tout l'or du monde...



### • Rugir sans plaisir

Dans l'argumentaire remis aux chargés de gestion pour la campagne « Multilion Junior », la direction leur demande d'être « agressifs » envers la concurrence.

Mais, quelle concurrence ? Les autres principales banques sont, elles aussi, nationalisées et offrent les mêmes produits que le Crédit Lyonnais.

En fait, les banquiers se retrouvent tous bien d'accord à l'A.F.B.

Car là, ils ne sont plus agressifs pour augmenter nos salaires.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière  
Crédit Lyonnais (Agences)

### • A qui profite le progrès technique ?

Parmi les arguments utilisés par la direction lors de la mise en place du plan informatique, l'amélioration de la productivité figurait en bonne place.

Mais, pour l'instant, seule la direction en a profité.

Alors, au lieu de clamer partout qu'il y a trop d'effectifs, elle ferait mieux de diminuer le temps de travail pour tous.

Elle en a les moyens.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière  
Crédit Lyonnais (Agences)



## A propos du problème basque

Camarades,

Je crois nécessaire d'attirer votre attention à propos de la série d'articles parus dans *Lutte Ouvrière* sur le problème de l'extradition des Basques.

La position prise me paraît sinon contestable sur le fond, du moins peu et insuffisamment explicite.

J'ai déjà d'ailleurs des réactions à ce sujet notamment d'un camarade d'origine espagnole, lecteur du journal.

Je crois pour ma part qu'il ne peut être question à quelque niveau que ce soit d'une quelconque solidarité sur le fond avec les nationalistes-régionalistes : Basques, Corses, Occitans, etc.

Si on peut reconnaître à l'IRA irlandaise, nationaliste et confessionnelle, un côté populaire et social flou et ambigu, mais cependant indéniable, je crois que ce n'est pas du tout le cas ni pour les Basques ni pour les autres régionalistes.

Les nationalistes régionaux joignent aux tares des nationalistes des grands pays le ridicule de l'économiquement non viable. Certes, les marxistes reconnaissent à toute communauté, aussi petite soit-elle, désirant faire sécession d'une grande nation le droit de le faire. Mais la reconnaissance de ce droit n'entraîne en aucune manière la reconnaissance du côté positif du



Lors du verdict dans le procès des extraditions des réfugiés basques.

combat mené dans ce but ! Au contraire, surtout en 1984.

L'indépendance du Pays basque et de la Catalogne, provinces les plus riches d'Espagne, est je crois, à tout point de vue, un objectif réactionnaire.

Il laisserait le reste de l'Espagne à sa misère.

Il priverait ces provinces de leur marché habituel.

Ce serait en tout état de cause une indépendance-bidon dans le domaine actuel dominé par l'impérialisme.

Si un tel mouvement régionaliste se développait sur le corps en décomposition de l'Europe capitaliste, ce ne pourrait être qu'un leurre destiné à détourner la population des revendications sociales. Économi-

quement, cela ne pourrait profiter qu'aux trusts US qui, morcelant leur rival économique européen, pourraient mieux dominer le vieux continent.

Je crois qu'il est inutile de s'étendre et que ce sont à quelques virgules près les positions de l'organisation. Je trouve cependant qu'elles ne sont pas rappelées sauf par allusions dans les articles que j'ai lus ces derniers temps dans *Lutte Ouvrière*, alors qu'elles devraient se retrouver explicitement toutes les trois lignes. La solidarité avec des types qui descendent les flics espagnols parce qu'ils préfèrent avoir affaire à des flics basques... Avec des types qui tuent dans un pays où la peine de mort est abolie,

même si la torture subsiste et qui, leur coup fait, se réfugient en France (où jusqu'à présent ils ne risquaient rien) je trouve que ça se manie avec des pinces...

Que défendons-nous au juste ?

— Le combat de l'ETA ? Je suis sûr que non. Et même si, en examinant avec une forte loupe, on trouve des côtés « positifs » à certaines de leurs positions, je crois qu'il est très important de dire lesquels.

— Droit d'asile ? Encore faut-il préciser quelle est notre position sur la question.

Le droit d'asile est-il absolu ? Quasi religieux en matière politique ? Serions-nous contre, par

exemple, l'extradition des auteurs de l'ignoble attentat de la gare de Bologne s'il leur venait la fantaisie de se faire prendre en France ? Je ne crois pas. C'est donc que même en matière politique le droit d'asile a des limites au-delà desquelles nous ne le défendons pas. Et pour moi, le cas des Basques est proche de ces limites... Le seul argument qui me paraît réel est le suivant : « Les révolutionnaires sont parmi les gens à qui le droit d'asile est le plus utile. On ne peut pas faire du droit d'asile un article réservé à l'usage exclusif des seuls marxistes prolétaires révolutionnaires patentés, dûment reconnus par l'organisation. Si nous voulons pouvoir, le jour où nous aurons besoin du droit d'asile, en bénéficier largement, nous avons intérêt à ce que ce droit lui-même soit le plus large possible, le plus étendu possible. Dans cette optique, parce que tel est notre intérêt objectif à long terme, nous défendons le droit d'asile même s'il bénéficie à des gens qui objectivement sont nos adversaires (ceci dans certaines limites bien entendu) ».

Je crois que si on veut continuer à défendre le droit d'asile pour les Basques de l'ETA, c'est le sens et le ton que devraient prendre les articles même si cela n'est pas dit aussi crûment.

Salutations communistes,

MB, Alès

Dire que nous ne partageons pas les buts et la politique des nationalistes basques (ou autres) est une évidence. Non pas d'ailleurs parce que l'indépendance du Pays basque signifie automatiquement les catastrophes que tu as l'air de prédire. On peut très bien concevoir un état de choses où chaque communauté serait parfaitement libre et indépendante sans être coupée, bien au contraire, des autres. Nous espérons même que ce sera ça la figure du socialisme mondial : une société où la plus petite des communautés se sentira parfaitement libre de gérer ses affaires (langue, culture, etc.) et débarrassée de toute oppression sans que cette indépendance s'oppose le moins du monde à celle des autres, sans que des frontières les séparent d'ailleurs, et au contraire en coopérant

complètement avec les autres sur tous les plans, à commencer par celui de l'économie.

Non. Là où nous différons complètement de l'ETA (comme des mouvements de ce genre, l'IRA par exemple, qui, soit dit en passant, est exactement de même nature), c'est que ceux-ci sont des nationalistes dont le but est en fait la création d'un Etat basque, qui pour les couches prolétariennes et populaires en général ne serait pas moins oppresseur que tous les autres Etats bourgeois, y compris l'Etat espagnol.

Et, bien sûr, cela ne manque pas de se refléter dans leurs méthodes politiques dès aujourd'hui, en particulier par le mépris complet, semble-t-il, pour la classe ouvrière, espagnole, française... ou basque, pour leurs opinions comme pour leurs intérêts.

Ceci dit, est-ce une raison pour accepter que des gens qui luttent contre une oppression qui est tout de même ressentie comme telle par une partie au moins du peuple basque soient livrés à l'Etat oppresseur, l'Etat espagnol ?

Parce qu'ils ont commis des attentats, descendu des flics espagnols ? Certes nous ne sommes pas d'accord non plus avec toutes les formes de lutte engagée par l'ETA, y compris contre les policiers. Mais il est vrai qu'entre la police espagnole et l'ETA c'est la guerre... Une guerre qui est menée au moins aussi durement par la police que par les militants nationalistes qui comptent aussi leurs morts depuis des dizaines d'années (car c'est pratiquement la même police depuis Franco, nous le savons bien).

Bien plus, en France c'est cette police espagnole qui mène la guerre aux réfugiés politiques basques et non l'inverse. Ce sont ses militants qui sont victimes d'attentats et qui sont abattus sans que la plupart du temps les policiers français fassent quoi que ce soit contre le GAL... ou leurs confrères espagnols.

Alors c'est une bonne chose que dans les pays de vieilles traditions démocratiques bourgeoises il y ait une opinion publique qui considère que c'est un devoir de garantir que des hommes et des femmes poursuivis dans leur pays pour des opinions et des activités politiques puissent trouver un refuge. Et ce serait une bonne chose que cette opinion publique puisse être indignée lorsqu'un gouvernement, fût-il socialiste, brade allègrement cette tradition

simplement pour des raisons de connivence diplomatique avec un autre Etat. Malheureusement d'ailleurs, au sujet des Basques, cette opinion publique française n'a guère été révoltée. Et c'est plutôt à contre-courant une fois de plus, que l'extrême-gauche a protesté contre la crapulerie diplomatique du gouvernement.

Alors si *Lutte Ouvrière* a appelé à manifester contre la remise par la police et la justice françaises des militants de l'ETA à la police et la justice espagnoles, ce n'est pas seulement parce que le droit d'asile serait tout compte fait bien utile aux militants révolutionnaires prolétaires.

Nous savons, hélas, que le fait de défendre ce droit pour d'autres n'a jamais garanti qu'on pourra en jouir soi-même...



# Nouvelles menaces contre les réfugiés basques

Après avoir obtenu du gouvernement français l'extradition de militants basques réfugiés en France, le gouvernement et la police espagnols en réclament d'autres. Et comme pour mettre le gouvernement au défi, la police française, qui collabore ouvertement avec la police espagnole, vient d'arrêter à nouveau, pour un motif mineur, un militant basque, Tomas Linaza, dont le gouvernement espagnol demande depuis longtemps l'extradition. Or l'extradition de ce militant avait été refusée en juin 1981, malgré le feu vert de la justice française, par Pierre Mauroy,

tout nouveau Premier ministre.

C'était le moment où G. Defferre, ministre de l'Intérieur, déclarait qu'il ne se résoudrait pas à extraditer des séparatistes basques parce qu'il avait connu, lui aussi, la clandestinité. Et que dire de Badinter, qui, avant d'être ministre de la Justice, était un fervent défenseur des droits de l'homme et avait même défendu, comme avocat, en 1979, un séparatiste basque accusé de deux assassinats et menacé d'extradition.

En tout cas, les Basques réfugiés en France vont voir leur condition et leur sécurité devenir de

plus en plus menacées. Le gouvernement espagnol demande déjà d'autres extraditions et Mitterrand fera certainement tout pour leur donner satisfaction. D'ailleurs ce même Mitterrand aurait décidé, d'après la Lettre de l'Expansion du 1<sup>er</sup> octobre, de disperser sur l'ensemble du territoire français les quelque 700 à 800 militants nationalistes basques espagnols actuellement concentrés dans les Pyrénées-Atlantiques afin d'éviter toute action violente concertée.

Les belles paroles de jadis sont décidément très loin !

C.C.



Extradition NON ! Manifestation à Paris contre l'extradition des militants basques.

Après les révélations d'un « boss » repent

## La mafia a encore de beaux jours

Le coup de filet qui vient de s'abattre sur la Mafia en Sicile, en Italie et même aux Etats-Unis est unanimement qualifié d'« historique ». Pour la première fois un « boss » de la Mafia, Tomaso Buscetta, s'est mis à table. Ce « parrain », que l'on surnommait paraît-il le « boss des deux mondes » au moment où il régnait sur les circuits du trafic de la drogue reliant la Sicile aux Etats-Unis, a décidé de dire ce qu'il sait, ou au moins une partie.

Buscetta, dit « Don Masino », était paraît-il aux abois. Dans la guerre de « familles » qui fait rage au sein de la Mafia, son clan et les clans alliés avaient été décimés. De nombreux membres de sa famille étaient tombés sous les balles des tueurs. Finalement, pour se venger des familles « gagnantes », les Greco, les Marchese et les clans de Corleone, étant tombé aux mains de la police brésilienne avant d'être extradé vers l'Italie, Don Masino s'est vengé en « donnant » les clans adverses, enfreignant ainsi le principe sacré de l'« omertà » qui veut que tout « homme d'honneur » de la Mafia garde le silence complet devant la police et les juges.

« Don Masino », bien gardé dans un bunker secret des environs de Rome, a fait pas moins de 3 000 pages de déposition, donnant des indications sur de nombreux crimes commis ces dernières années par la Mafia et restés impunis. Au nombre de ceux-ci, le meurtre en septembre 1982 du général Dalla Chiesa, préfet de Palerme et envoyé spécial du gouvernement italien en Sicile pour la lutte anti-Mafia, de divers magistrats et policiers un peu trop zélés, et même le meurtre du journaliste trop curieux Mauro de Mauro, qui remonte à 1970. L'ancien « boss » a aussi fait des révélations sur les structures actuelles de la Mafia. Celle-ci s'est moderni-

sée dans les années 1970. La vieille organisation patriarcale, prélevant son dû et faisant régner son contrôle sur la plupart des affaires traitées en Sicile, s'est hissée à la hauteur d'une véritable multinationale exerçant son savoir-faire dans le commerce mondial de la drogue et en tirant des millions de dollars de profits. Pour faire face à ce développement des affaires, la vieille Mafia a revu sa structure. Une « commission » centrale a vu le jour, et Palerme a été divisée en dix zones, chacune étant placée sous l'autorité d'un membre de la commission. La dite « commission » était censée régler les conflits entre les clans, répartir les profits, décider des exécutions.

Suite aux révélations de « Don Masino », pas moins de 366 mandats d'amener ont été lancés en Sicile et en Italie. Michele Greco, un des principaux parrains de la nouvelle Mafia en fuite, est du nombre, et son fils Giuseppe est sous les verrous. Deux cents nouvelles inculpations ont été notifiées à des « mafiosi » déjà emprisonnés. Le dirigeant démocrate-chrétien sicilien Vito Ciancimino, ancien maire de Palerme, fait l'objet d'une enquête pour « association mafieuse ».

Pourtant, il est permis de rester sceptique sur les résultats possibles de cette vague d'arrestations. La Mafia, qui règne en Sicile depuis plus d'un siècle, a la vie dure. Et ce n'est pas essentiellement le fait du secret qui règne sur ses affaires et sur sa structure qui la mettrait à la merci des révélations du premier « repent » venu. La preuve en est que les « révélations » de Tomaso Buscetta ne font que confirmer bon nombre de faits devenus notoire, et donner à la police des motifs officiels qui lui manquaient, paraît-il, pour intervenir.

La raison principale de



Un des boss de la Mafia arrêté à Milan.

l'impuissance de l'Etat italien contre la Mafia n'est pas le secret et la méconnaissance des structures de la Mafia. La plupart des « boss » de celle-ci sont parfaitement connus et vivent en Sicile ou aux Etats-Unis sans éprouver le besoin de se cacher. Mais l'Etat se montre incapable de les traquer avec la même vigueur que quand il s'agit, par exemple, de démanteler les Brigades Rouges ou d'autres organisations terroristes. Car dans le cas de la Mafia, il s'agit d'hommes ayant de l'argent, et les relations qui vont avec.

Face à ce type d'hommes, la police et magistrature n'agissent pas n'importe comment. Il leur faut des preuves, des mandats d'amener dûment établis, des dépositions en bonne et due forme. Pour aller mettre leur nez dans les affaires de ces hommes et éplucher leurs comptes en banque, il leur faut des autorisations, l'observation des règlements, de lon-

gues procédures. Autant de choses qui donnent le temps à l'organisation de mettre des hommes en sûreté, de faire disparaître des preuves, de « blanchir » l'argent, voire de « liquider » le commissaire ou le procureur avant même qu'ils aient agi, ou tout simplement de faire intervenir les protecteurs dont elle dispose au sein de l'appareil d'Etat lui-même.

Car tout se tient : l'argent permet bien des choses, et les revenus de cette multinationale de la drogue qu'est devenue la Mafia enrichissent finalement l'ensemble des classes dirigeantes siciliennes, lui permettent d'avoir des liens étroits avec le principal parti politique au pouvoir dans l'île, la Démocratie Chrétienne, et des intermédiaires à Rome. A ce propos, on parle avec insistance des liens du fameux Vito Ciancimino avec Giulio Andreotti, un des dirigeants de la Démocratie Chrétienne, actuel ministre des Affaires

étrangères et ancien Premier ministre.

Ces relations politiques, c'est ce que l'on nomme le « troisième niveau » de la Mafia. Mais c'est précisément là-dessus que, au moment des révélations du « parrain » repent, on est le moins bavard. C'est que, à tout cet argent, à tous ces liens, à toutes ces complicités, l'Etat ne peut s'attaquer de front. Car ce serait, au fond, s'en prendre à la classe dirigeante elle-même.

Alors, sans doute, bien des structures de la Mafia peuvent être ébranlées, bien des hommes de main se retrouver à l'ombre, et même des « boss » finir leurs jours en prison. Mais la Mafia, son argent, ses relations, continueront de pousser et repousser comme des champignons... aussi longtemps qu'ils bénéficieront du terrain fertile qu'est pour eux la société capitaliste.



## La grève à Sandouville

A Sandouville travaillent 10 000 personnes dont 700 intérimaires. On y fabrique les R18 et les R25. Depuis quelque temps déjà couvait un certain mécontentement à cause des conditions de travail, mécontentement marqué par quelques débrayages en sellerie.

Le mouvement de grève a commencé mardi 25 septembre. Les délégués ont avancé, lors de la prise de parole à la pause de 7 heures, les revendications : 300 F comme Le Mans, revalorisation de 20 % de la prime de fin d'année, 5 % d'augmentation, embauche des intérimaires à la place des départs de FNE.

Le mercredi, avec un vote majoritaire, la grève se poursuivait. Un cortège d'environ 2000 gars le matin s'est dirigé vers les locaux de la direction pour négocier. Aux cris de « *Direction, négociez* », les grilles ont commencé à vibrer jusqu'à ce qu'elles cèdent complètement. 200 travailleurs environ qui avaient franchi les grilles ont envahi les couloirs des locaux qu'ils souhaitaient occuper. Là, les syndicats ont multiplié les interventions pour demander si on était vraiment sûrs de vouloir occuper. De quoi faire hésiter une grande majorité. Ceux qui étaient pour ont donc quitté les bâtiments de la direction pour rejoindre les autres.

A chaque équipe, beaucoup de monde se rassemble. A l'équipe de nuit (personnel d'entretien), 90 % sont en grève. La direction a donc fait concentrer ses forces disponibles sur la chaîne R25. Mais pas plus d'un tiers de la production ne sortait, et il faudra de toute façon passer à la retouche.

Jeudi 27, des bennes placées par l'équipe de nuit bloquaient l'entrée. La maîtrise a dû venir découper le grillage sur 30 mètres pour faire un accès aux non-grévistes. En assemblée générale les gars ont proposé de bloquer la route industrielle, près de l'usine, qui dessert toutes les entreprises de la zone (dont la CFR, raffinerie de pétrole). La circulation a été totalement bloquée. Un commando de 50 personnes de la maîtrise envoyé par la direction, armé de talkie-walkies et d'appareils photos, essayait tant bien que mal de faire passer quelques non-grévistes, car les cars de l'équipe de l'après-midi ne pouvaient pas passer. Le vendredi, c'était à peu près le même scénario. Cortège dans l'usine, barrages sur les routes (mais filtrant pour bloquer ceux des Renault).

La direction ne voulait toujours rien céder, déclarant que les 300 F c'était au Mans et que Sandouville c'était autre chose. Les cadres firent le même baratin qu'ailleurs : le groupe a des difficultés, il faut voir l'emploi avant les salaires, et... la grève occasionne une baisse de 10 % du marché. Si les travailleurs ont été un peu réticents au départ, l'ambiance s'est petit à petit répandue au cours du mouvement et chacun avait le sentiment de marquer des points. Certains ont même proposé d'occuper le bout de chaîne de la R25. Toutes les actions sont proposées par les gars eux-mêmes et si les syndicats sont toujours d'accord, ils se gardent bien de les organiser réellement et ils insistent bien sur les risques (en disant par exemple : « *Il y a quelques années, il y a eu des licenciements...* »). Pour nous refroidir. Quant aux délégués de FO, ils se font prendre à partie et régulièrement couvrir de huées, étant peu populaires pour avoir voulu dernièrement licencier une employée CGT du CE.

Lundi 2 octobre, personne ne savait ce qui se passait exactement. Certains parlaient de reprendre le boulot. Des barrages ont tout de même eu lieu le matin. Mais aucune coordination ne se fait entre les différents barrages... sauf pour les faire lever. En effet, au changement d'équipe, la direction faisait savoir qu'elle acceptait une discussion à 17 heures à condition de les lever. Ce que les syndicats se sont empressés de faire accepter, en disant qu'on reviendrait si cela ne négociait pas.

Mais là, cela a commencé à traîner en longueur, et le mouvement s'est essouffé. Beaucoup de gars souhaitaient envisager d'autres formes d'action pour les jours qui viennent : par exemple des débrayages tournant, atelier par atelier, les uns à la suite des autres, pour perturber la production.

En tout cas, la plupart des gars étaient contents d'avoir fait la grève malgré le manque d'organisation. Et ceux qui, pour des raisons financières, ne faisaient pas grève, ou une partie de la grève, approuvaient quand même les revendications. Nous ne savons pas comment les événements vont se poursuivre, mais chacun pense en tout cas que cette grève-là n'aura pas été inutile.

Correspondant LO



La grève à Renault Sandouville.

## Billancourt

### La direction lâche du lest mais rien n'est réglé

Après les déclarations du week-end dernier sur « *l'élargissement de l'action* » par la CGT chez Renault, lundi 1<sup>er</sup> octobre les diverses radios et chaînes télé étaient aux portes de l'usine.

La CGT n'appelait à aucune action sur l'ensemble de l'usine. Mais localement, au département 70, un débrayage organisé par la CGT regroupait la majorité du département (400 O.S. et professionnels). Les travailleurs ont circulé dans plusieurs secteurs de Billancourt, avant de se joindre à un meeting regroupant plusieurs centaines d'O.S. sur l'esplanade de l'Île Seguin. C'est toujours l'abattement de la prime de fin d'année et le libre choix de prise de la cinquième semaine qui étaient dans la tête des ouvriers. D'autres débrayages ont eu lieu dans d'autres départements de professionnels, comme au département 57.

Mercredi 3 octobre, un meeting avec débrayage de 2 heures 30 était prévu par les syndicats

CGT, CFDT et FO sur Billancourt. Entre temps, les ouvriers ont appris par la radio que dans la nuit de mardi à mercredi la direction avait concédé une prime de 320 F, une augmentation de 1 % au premier octobre... et aussi le soi-disant libre choix de la cinquième semaine. Ceux-ci ont pris note de ces informations et de la prestation du P-DG Hanon, qui se voulait apaisante, affirmant au cours de sa conférence de presse ne pas vouloir recourir à des licenciements. Quant à sa déclaration sur l'acceptation par le personnel « *d'une mobilité accrue* », elle était dans un premier temps passée inaperçue.

Le débrayage a été moins suivi que celui de la semaine précédente, le meeting a rassemblé 2 000 travailleurs. Il est à noter le changement complet de ton de la CGT qui, parlant du conflit Renault au passé, a insisté lourdement sur le fait que « *la direction avait bougé* ». La CGT enjolivait même l'affirmation du P-DG,

lui faisant dire qu'il n'y aurait pas de licenciements chez Renault en l'interprétant comme un recul pour la direction, et que « *par l'intermédiaire des groupes d'expression, des conseils d'atelier, par la formation, par la négociation, il pourrait y avoir des solutions pour les travailleurs... comme pour l'entreprise* ». Pas un mot n'était dit sur la « *mobilité* » prévue.

Les orateurs de la CFDT et de FO, et particulièrement celui de la CFDT, ont abordé les problèmes en suspens, à savoir que les propositions de la direction étaient bien vagues. Car à Talbot, à Citroën, de stages de reconversion en stages de formation, rares étaient les ouvriers qui avaient retrouvé du travail, et rien n'était réglé.

Quant à la cinquième semaine, il est à souligner que la direction n'a pas changé sur son intention de fermer l'entreprise en fin d'année. Elle n'imposerait certes pas la cinquième semaine, mais comment faire alors pour ne pas perdre d'argent si le choix est entre la cinquième semaine en fin d'année... ou un congé sans solde !

Dans l'usine, les travailleurs prennent les 320 F de prime et le 1 % d'augmentation de salaire comme un des résultats des mouvements qui ont eu lieu sur le groupe, mais le sentiment n'est pas à la victoire. Les travailleurs sentent bien que les déclarations pleines de miel du P-DG Hanon ne dissipent pas les craintes qu'ils ont, avec juste raison, sur leur emploi !

Correspondant LO

### Super 5, super prix !

Nombreux sont à Billancourt les travailleurs qui pensent que la régie se fiche d'eux. Elle est en déficit, le P-DG Hanon l'a même confirmé, mais alors où est parti l'argent gagné lorsque les affaires de la régie marchaient bien ?

Maintenant, la direction dit : « *Il faut réussir la sortie de la super-cinq, il faut améliorer la productivité* ». Justement, sur la super-cinq, la productivité est améliorée, et cette voiture revient moins cher. Alors, on aurait pu croire que la régie allait baisser son prix pour en vendre beaucoup, et donc en fabriquer beaucoup ! Eh bien non, la super-cinq est plus chère que la R 5 !

Le but de la régie n'est pas d'être concurrentiel à tout prix mais de gagner plus pour redistribuer cet argent à on ne sait qui, mais en tout cas pas aux travailleurs.



## Douai

### Satisfaction après cinq jours de grève

Dans la semaine du 17 septembre, les militants CGT organisaient de nombreuses prises de parole dans les ateliers, pour sensibiliser les travailleurs aux menaces pesant sur l'emploi depuis l'annonce de la suppression de 15 000 postes de travail dans le groupe.

Pour Douai, la CGT craint que 500 licenciements soient prochainement annoncés, après le non-renouvellement de contrats de plus de 1 000 intérimaires, il y a quelques mois, alors que les effectifs (aujourd'hui de 7 500) étaient supérieurs à 9 000 il y a quelques années.

A partir du mardi 25 septembre, des débrayages éclatèrent dans plusieurs secteurs, notamment à la Peinture, traditionnellement plutôt calme, et des centaines de grévistes défilèrent dans les ateliers pour convaincre les autres secteurs d'entrer dans l'action.

La CFDT se rallia finalement à ces actions, tout en affirmant qu'elle refusait des actions suicidaires style Talbot. FO s'engagea aussi, tout en précisant que la concertation devait l'emporter sur la surenchère.

Les syndicats exigent tous des négociations avec la direction pour que ce qui a été accordé au Mans le soit aussi à Douai, d'autre part, que la direction s'engage par écrit à ce qu'il n'y ait pas de licenciements.

Mercredi 26 septembre, la direction, ferme, annonça trois jours de chômage en octobre, la fermeture de l'usine entre le 22 décembre et le 2 janvier et confirma que l'usine de Douai contribuerait aux objectifs de réductions de personnel de la Régie.

Devant cette intransigeance, la CGT et la CFDT quittèrent la réunion du CE ; la CGT appella à une assemblée générale du personnel pour définir la forme de lutte et organiser une grève illimitée.

Mercredi, 700 à 800 ouvriers de l'équipe d'après-midi approuvèrent le blocage des portes pour le lendemain, d'autant plus que la CFDT et FO se joignaient au mouvement. A partir de 18 heures, le centre livreur de l'usine fut bloqué.

Jeudi 27 septembre, sur les cinq points en discussion, (niveau de l'emploi, 5ème semaine de congés, trois jours de chômage économique, prime de 300 F, paiement des heures de grève), les militants aux portes et dans les ateliers expliquaient qu'il y avait une « impression positive » mais qu'il fallait un engagement écrit sur l'emploi.

Effectivement, c'était l'engagement à ne pas licencier qui tenait le plus à cœur les ouvriers de cette usine où la moyenne d'âge est de 33 ans, et où il n'y a guère de possibilité de reclassement dans une région où les mines et la sidérurgie sont en voie de disparition.

Vendredi 28 septembre, alors que les piquets de grève n'étaient que dissuasifs, seuls quelques centaines de travailleurs allèrent rejoindre les agents de maîtrise à l'intérieur. Et c'est ce sentiment de solidarité volontaire qui allait dominer jusqu'à la reprise, le mercredi 3 octobre, dans cette usine qui n'avait jamais connu de conflit général où tout le monde fut uni dans la même lutte.

Bien sûr, tout n'était pas réglé pour autant, car si les négociations continuaient, les syndicats dénonçaient le fait que le directeur de Douai serait prêt à faire des avancées conséquentes, mais que c'était à Paris que ça

bloquait. D'autre part, le blocage d'une usine de 350 hectares, entourée de grillage posait plus que des problèmes.

C'est donc avant tout pour affirmer leur détermination que les piquets bloquèrent les portes de l'usine pendant tout le week-end, alors que la direction ouvrait le grillage en plusieurs endroits.

Lundi 1<sup>er</sup> octobre, la poursuite du mouvement était votée à bulletin secret, à la quasi-unanimité des 1 500 ouvriers venus à 5 h. 30 et par près de 150 agents de maîtrise qui avaient voté dans l'usine, juste en face, de l'autre côté des grilles.

A l'annonce des résultats et vu le peu d'ouvriers qui avaient osé passer les portes, la satisfaction se répandit, même si tout le monde se rendit compte que le conflit risquait d'être plus dur que ce que chacun avait espéré.

Toute la journée, militants et piquets de grève expliquèrent à tous ceux qui passaient aux nou-

velles les raisons de la nécessité de tenir.

Mardi 2 octobre au matin, même détermination pour le millier d'ouvriers présent à 6 h. 45 qui vota la poursuite de la grève à main levée à l'unanimité... dont une vingtaine sans doute qui passa les grilles après le vote !

Toute la journée, la direction la consacra à faire monter la tension, rassemblant des groupes de cadres derrière les grilles, en évidence, pour finalement cisailier et renverser le grillage sur plusieurs dizaines de mètres, les grilles ayant été enchaînées par les grévistes.

Ce qui fit que les cadres et les ouvriers entrés le matin purent sortir, alors qu'entraient quelques centaines d'autres pour l'après-midi.

Les consignes de modération des syndicats furent respectées et aucune pression physique ne fut exercée à l'encontre des cadres et des ouvriers non-grévistes. Mais nombreux furent ceux qui se réjouirent de voir quelques agents de maîtrise s'empêtrer dans les fils et se crotter le pantalon dans la terre meuble de la pelouse.

D'autant que cette brèche ouverte était lourde de menaces pour la suite du mouvement et tout le monde se demandait si la grève arriverait à tenir jusqu'à vendredi, jour des négociations prévues à Paris.

C'est pour cela que la conférence de presse de Hanon, mardi 2 octobre au soir, ses engage-

ments sur l'emploi furent bien accueillis à Douai.

Mercredi 3 octobre au matin, la direction négociait à partir de 9 heures, alors que plus d'un millier d'ouvriers défilaient dans les ateliers.

Les directions syndicales présentèrent comme une grande victoire l'engagement à ne pas licencier, le problème des mutations venant comme un petit nuage, la suppression des trois jours de chômage technique en octobre, la possibilité de modular souplesment la semaine de fermeture de Noël sous divers crédits de journée, l'engagement de trouver une solution technique pour verser une prime de 300 F en janvier, le paiement à 70 % des journées de grève (même si une partie devait être récupérée), et surtout le paiement de cette journée du mercredi sans qu'il soit besoin de rentrer dans les ateliers.

Tous ces points furent votés, un par un, dans l'enthousiasme, et surtout le dernier, les responsables CGT faisant même applaudir le directeur de Douai, pour sa bonne volonté dans la négociation, et pendant que les délégués portaient signer le protocole, tout le monde s'en retournait dans un grand concert de klaxon.

Pour beaucoup, demain dans les ateliers, ce ne serait plus comme hier, en cinq jours de grève il y avait quelque chose de changé à Douai.

Correspondant L.O.

## Saint-Ouen

### Une reprise au goût amer

Les 300 travailleurs de l'atelier, la quasi totalité donc, se sont mis en grève le mercredi 26 septembre à l'appel de toutes les organisations syndicales. Jeudi 27 et vendredi 28, il n'y avait donc que les agents de maîtrise et les employés de bureau, soit environ 200 personnes qui continuaient à travailler. Jeudi 27 et vendredi 28 au matin, un piquet de grève est venu à 6 h. 30, à l'entrée de l'équipe du matin.

Les revendications mises en avant étaient bien entendu les mêmes que dans les autres usines du groupe mais en plus il y avait un refus de deux nouveautés que voulait instaurer la direction dans l'usine : travail du samedi et mise en équipe de ceux qui travaillaient en normale. A cela il fallait ajouter un refus de la « casse de l'usine » car les militants du Parti Communiste faisaient courir le bruit que la direction voulait supprimer l'usine. Enfin il y avait tout un catalogue de revendications diverses.

Vendredi 28 septembre, la direction recevait les syndicats mais uniquement pour discuter des « aménagements d'horaires ».

Lundi 1<sup>er</sup> octobre, lors de l'assemblée générale, la CGT durcissait le ton et parlait de bloquer l'usine totalement : « C'est pas normal que la minorité des bureaux bosse, alors

qu'on est en grève », et elle proposait une réunion de syndiqués pour en discuter. A cette réunion l'après-midi, il y avait à peu près 90 présents et pratiquement aucune opposition au projet.

Aussi au meeting de l'après-midi, la CGT proposait l'occupation de l'usine, la CFDT l'appuyait et FO était pour la grève mais pas pour l'occupation. Quelques gars allèrent alors dans l'atelier pour voir les non-grévistes et la maîtrise pour expliquer qu'il n'y aurait pas de travail le soir et qu'à 16 heures lors de la sortie des bureaux, on arrêterait l'électricité. 30 gars s'inscrivirent pour venir passer la nuit à l'usine, en fait 50 viendront. Vers 17 h., l'usine était complètement arrêtée. A 22 h. 30, deux cadres et un huissier, suivis par des gars de l'équipe de nuit, s'approchèrent de la porte. Quelques quolibets fusèrent. Une demi-heure plus tard ils étaient tous rentrés chez eux.

Mardi 2 au matin, une centaine de grévistes attendirent dans la rue l'arrivée des non-grévistes. A 7 h. 30, les non-grévistes étaient 150. Cinq cadres tentèrent de rentrer au CE, « le CE est à nous tous » dit un chef d'atelier mais quinze grévistes étaient devant la porte et les refoulèrent.

Dans la journée, ça discuta peu, les grévistes jouèrent à la

pétanque, aux cartes, au ping-pong, ou regardèrent la télévision. Tous étaient confiants parce qu'ils avaient l'impression que le mouvement se développait dans les autres usines du groupe. La nuit des tours de garde étaient organisées toutes les deux heures.

Mercredi 3 après-midi, la CGT et la CFDT, revenant d'une réunion avec la direction à Boulogne, annoncèrent que la direction était d'accord pour ouvrir des discussions sur Saint-Ouen si l'occupation était levée. Ils proposèrent donc d'arrêter l'occupation. La grande majorité des travailleurs était d'accord pour lever les piquets mais ça discutait ferme « pas d'accord pour arrêter la grève » disaient la plupart. Quelques-uns expliquèrent : « Si on lève les piquets, c'est foutu ». Finalement presque tout le monde vota l'arrêt provisoire de l'occupation.

Mercredi 3, lors d'une rencontre avec les syndicats, la direction se contenta de quelques déclarations d'intentions et proposa une nouvelle réunion à 14 heures, le jeudi.

Lors du meeting de jeudi 4 au matin, deux positions diamétralement opposées furent données. D'une part, pour la CGT et FO : « Les avances de la direction sont positives, le travail est assuré pour l'année. Bref, plus de menace de chô-

mage technique... Ces propositions ne sont bien sûr valables que si le travail reprend normalement. » D'autre part, pour la CFDT où militent des militants révolutionnaires : « Hier, la direction demandait la levée de l'occupation pour discuter. Après discussion nous avons levé l'occupation. Aujourd'hui elle demande que le travail reprenne pour continuer à discuter. Demain elle nous demandera d'accepter ses horaires pour tenir les délais. Nous avons fait un geste en levant l'occupation. Reprendre le travail serait mettre la main dans l'engrenage et y laisser le bras. Que la direction annonce clairement ses intentions, on verra après si on reprend le travail ».

Cette intervention a été la plus applaudie. Un vote à main levée a eu lieu sur la reprise. Une majorité a voté la reprise. Une forte minorité était pour continuer la grève.

De nombreux travailleurs ont voté pour la reprise parce que la CGT était pour et parce qu'il n'y avait plus rien à faire. Mais beaucoup pensent qu'ils se sont fait avoir : « On est cocu » ont dit certains.

Le travail a donc repris mais les problèmes restent posés. La CGT aura du mal à faire passer la pilule et faire accepter les nouveaux horaires. Tout n'est pas dit, loin de là.

Correspondant L.O.



## Cléon

### Une semaine de lutte

L'usine de Cléon compte 9 000 personnes. En mars dernier, pendant quatre jours, des débrayages regroupant plus de 2 000 personnes s'étaient déjà produits pour obtenir une prime à l'occasion du lancement de la R 25. Depuis, peu de mouvements ont eu lieu. La direction a annoncé tout un chapelet de journées de chômage technique (18 depuis mai) concernant plus de la moitié de l'usine. Relativement bien acceptées au début, ces journées ont fini par inquiéter les travailleurs touchés. Beaucoup pensaient que « faire grève, c'est pas le moment ».

Mercredi 26 septembre, la CGT et la CFDT appelaient les travailleurs de Cléon à débrayer comme dans d'autres usines de la Régie à la suite de l'annonce de la fermeture de l'usine entre Noël et le jour de l'An et de la diminution de la prime de fin d'année. FO s'est joint au mouvement. 700 personnes répondaient le matin à cet appel. En assemblée générale, les secrétaires de la CGT donnaient le choix entre une « grève dure » et un nouveau débrayage le lendemain. Les 300 travailleurs présents à ce moment là se partageaient, un bon tiers restait indécis, le reste se partageait en nombre à peu près égal sur les deux propositions. Mais le secrétaire de la CGT intervenait ensuite en haussant le ton, parlant d'occuper l'usine. Les grévistes étaient perplexes et en fait rien dans le sens de l'occupation n'a été organisé par la CGT.

L'après-midi, un millier de travailleurs débrayaient à leur tour. Vers 16 h. 30, les diri-

geants, loin de durcir le mouvement, invitaient tout le monde à rentrer chez soi. Le jeudi, le nombre de travailleurs débrayant était un peu plus élevé, environ un millier. Bien des travailleurs auraient préféré occuper des chaînes comme en mars dernier. Mais la CGT poussait à nouveau à l'occupation de l'usine et faisait se prononcer 400 grévistes dans ce sens. Le blocage des portes s'est fait à 13 heures dans la bonne humeur. Une partie des travailleurs de l'équipe d'après-midi voyait l'occupation d'un bon œil et ceux qui voulaient travailler n'étaient pas pour autant hostiles au mouvement. Quand des huissiers accompagnés du chef du personnel ont fait ouvrir les grilles, les dirigeants syndicaux ne s'y sont pas opposés. Aucun ouvrier n'est pour autant entré dans l'usine pour travailler.

Manifestement un grand flottement régnait parmi les dirigeants syndicaux qui hésitaient à reculer mais aussi à entraîner le maximum de travailleurs dans l'occupation. Après une heure et demie d'hésitations, ils décidaient de renoncer à l'occupation et de poursuivre la grève. Quelques grévistes étaient mécontents. La plupart suivaient les changements de cap des syndicats sans le leur reprocher ouvertement. Par contre, quand ils ont proposé à nouveau, à 16 h. 30, de rentrer « chez soi », les travailleurs ont fait savoir bruyamment qu'ils n'étaient pas d'accord. Certains n'avaient pas le moral et parlaient de reprendre.



Les grévistes de Cléon bloquent les chaînes

Le vendredi matin 28 septembre, le nombre de grévistes actifs n'était plus que de 300. Par contre, plusieurs centaines de travailleurs ne sont pas venus travailler. La CGT proposait alors, à la satisfaction des grévistes présents, d'occuper la chaîne R 8 où se monte le moteur de la super-cinq. L'occupation de cette chaîne s'est poursuivie l'après-midi avec 500 personnes.

Le lundi, les grévistes n'étaient guère plus de 300 mais beaucoup plus déterminés que les jours précédents. Ils occupaient à nouveau la chaîne R 8 et nombre d'entre eux se disaient prêts à tenir pour faire céder la direction. Une réunion de militants syndicaux décidait dans la soirée le blocage des portes extérieures pour le lendemain matin.

Mardi, dès quatre heures du matin, des grévistes ont organisé le blocage des portes à l'extérieur de l'usine, bloquant ainsi l'entrée du parking et de l'usine. Ce qui fait qu'à l'arrivée

de l'équipe du matin, ce fut un vaste embouteillage entre les voitures et les cars, le tout dans une bonne ambiance.

La maîtrise est arrivée en trombe pour couper les câbles qui entouraient les grilles sous les quolibets de l'assistance. Malgré les exhortations de la maîtrise à aller travailler, personne n'a franchi les grilles pendant plus d'une demi-heure. Cependant, si les ouvriers n'étaient pas hostiles au blocage des portes, une partie a fini par rentrer dans l'usine, d'autres sont rentrés chez eux. Le piquet de grève ne regroupant en fin de compte qu'une minorité de travailleurs combattifs se renouvelant au cours de la journée. Même scénario à quatorze heures à l'entrée de l'équipe d'après midi, avec une haie de blouses blanches derrière les grilles. Et beaucoup de discussions sur les projets de licenciements à la Régie entre piquets de grève et maîtrise se sont terminées à deux doigts des moustaches. Apparem-

ment environ 25% du personnel travaillait selon les dires de la direction mardi après-midi. Mais les piquets de grève, à chaque porte de l'usine, ne rassemblaient que le même noyau d'ouvriers combattifs, une cinquantaine de grévistes à chaque porte. Dans la soirée et la nuit, le piquet de grève s'est maintenu aux trois portes avec brasero pour tenir la nuit. Des responsables syndicaux ont décidé cette fois-ci de souder les portes et d'installer un échafaudage de palettes devant et derrière les grilles.

Mercredi matin, la direction faisait arracher une partie du grillage pour ouvrir un accès à l'usine. Elle menaçait les syndicats de ne pas négocier si les voies d'accès de l'usine n'étaient pas libérées. Les dirigeants syndicaux obtenaient alors la levée des piquets de grève sauf à une des portes où des heurts se sont produits entre maîtrise et piquets de grève. Un cadre recevait un kilo de peinture sur son costume, d'autres étaient saupoudrés à coups d'extincteurs. A 14 heures, les syndicats annonçaient enfin le résultat des négociations devant un millier de travailleurs. Personne ne croyait trop aux promesses qu'il n'y aurait pas de licenciements à Cléon. L'annonce du paiement des heures de grève à 30 %, sauf la journée du mercredi payée à 100 %, soulevait un tollé général. Les syndicats se retiraient alors trois quarts d'heure pour définir leur position.

Ils proposaient alors, devant les 400 travailleurs qui avaient attendu, un vote à bulletin secret, donnant le choix entre poursuivre la lutte dans la forme actuelle (blocage de l'usine) ou sous d'autres formes. Un travailleur est intervenu contre cette forme de consultation et a proposé de se retrouver tous, le lendemain, à 5 heures, pour continuer l'action. Beaucoup de travailleurs étaient mécontents de l'attitude des syndicats. Certains ont voté trois fois par dérision. Visiblement, les grévistes présents ne voulaient pas reprendre le travail sur si peu, mais les syndicats ont pesé dans le sens d'une accalmie du mouvement à défaut de dire clairement qu'ils étaient pour qu'il s'arrête.

Correspondant L.O.

## RENAULT CKD - GRAND COURONNE

### Grève : les camions ne passent pas

Au CKD Renault avait déjà eu lieu un débrayage bien suivi à l'appel des syndicats le mercredi 26. Il avait réuni 180 personnes au total à Grand-Couronne (sur 800 personnes en production) et 30 à Sotteville (sur 120). On n'avait pas vu cela depuis plusieurs années.

Le lundi suivant, 1<sup>er</sup> octobre, une réunion d'information était organisée à 10 heures à l'appel des syndicats. Là se sont retrouvées 120 personnes à Grand-Couronne, une trentaine à Sotteville (pour le matin). La déléguée CGT a fait le tour de ce qui se passait dans les autres entreprises du groupe Renault. Des délégués de Démocratie Ouvrière sont intervenus expliquant pourquoi ils étaient pour qu'il y ait grève toute la journée. Certains travailleurs se sont prononcés

plutôt pour un débrayage limité d'une heure. Le vote s'est donc fait sur les deux propositions : grève pour la journée ou débrayage. Le résultat a été très partagé, moitié-moitié. Mais dans la moitié ne voulant faire qu'une heure, certains étaient d'accord pour ressortir accueillir l'équipe d'après-midi.

Nous sommes donc restés à une cinquantaine en grève totale. Une nouvelle assemblée s'est tenue en début d'après midi : avec quarante grévistes de la normale et trente de l'équipe d'après-midi. Entre temps, la nouvelle est arrivée qu'à Sotteville ils étaient 30 en grève et bloquaient les camions depuis le matin. L'idée a plu et chacun était pressé de faire la même chose à Grand-Couronne :

bloquer le boulevard pour empêcher les camions de passer. Cela s'est fait jusqu'à 18 heures et un groupe d'une vingtaine de grévistes s'est mis d'accord pour recommencer dès l'entrée de l'équipe du matin le lendemain. Le lendemain mardi, une trentaine de travailleurs étaient effectivement là à 5 h. 30 empêchant les camions de passer. A l'assemblée de 9 heures, nous nous sommes retrouvés à une centaine. Une vingtaine de personnes se sont réunies aussitôt après pour organiser les roulements de piquets stoppant les camions. Le blocage s'est poursuivi toute la journée et même la nuit en tournant à une soixantaine. A Sotteville, ils s'étaient réunis le matin à 8 heures, avaient élu un comité de grève de 9 membres ; en assemblée, ils avaient décidé de ne bloquer

que deux heures et ils ont repris le travail après.

Mercredi, les camions ne rentraient toujours pas à l'entrée de l'équipe du matin. A 9 heures, une nouvelle assemblée a réuni 85 personnes. Mais beaucoup étaient venus aux informations ne voulant débrayer qu'une heure. Une cinquantaine voulait toujours continuer à bloquer la route. La direction a proposé de négocier si les barrages étaient levés, les grévistes ont refusé l'ultimatum. Dans l'après-midi, un nouveau vote a été organisé pour savoir si les grévistes étaient pour la poursuite du mouvement : 43 se sont prononcés pour, 6 contre, et 6 se sont abstenus.

Mercredi soir, on se préparait pour passer une nouvelle nuit...

Correspondant L.O.



ACIÉRIES DE LA CHIERS  
(Ardennes)

DANS  
LES ENTREPRISES

## Les travailleurs ne cèdent pas

C'est seulement dans les derniers jours de septembre que les trois habitants de Vireux qui avaient été arrêtés le 19 septembre et inculpés de détention d'explosifs et incarcérés à Châlons-sur-Marne ont été remis en liberté provisoire.

Vireux-Molhain et Vireux-Wallerand, ce sont deux villes (4 000 habitants en tout) situées près de la centrale nucléaire de Chooz qui dépendent de l'aciérie de la Chiers rattachée à Usinor. Une aciérie, qui en 1974 employait encore 1 800 personnes et qui en avait dans le passé employé jusqu'à 4 000, attirait, outre la population locale, des Belges, des Polonais, des Italiens. Ceux de 40-50 ans se souviennent du temps où la direction payait le voyage aux ouvriers italiens pour qu'ils retournent dans leur pays et en reviennent avec leurs cousins et amis...

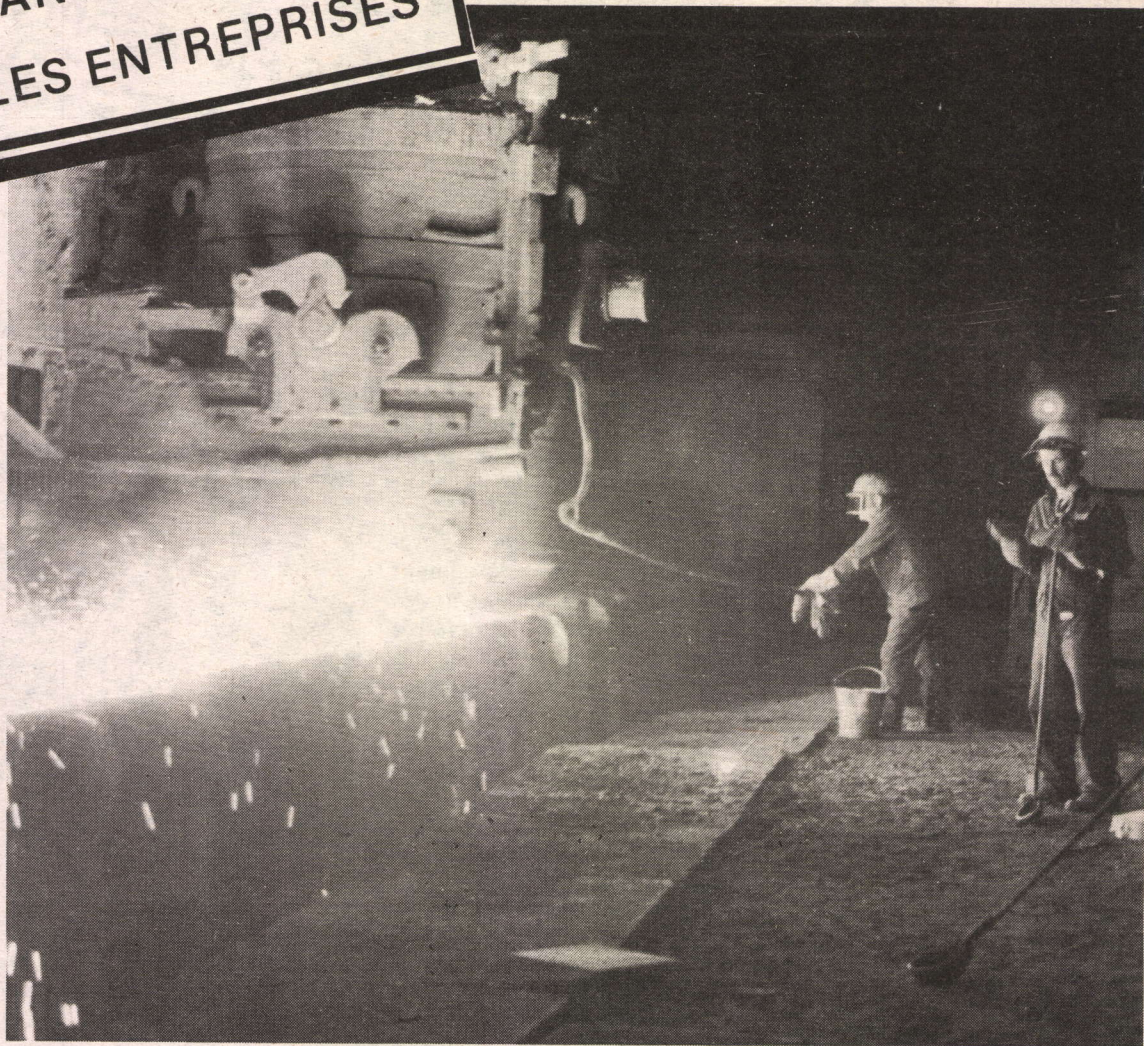
La fermeture de l'usine est intervenue officiellement en mars dernier, mais elle a commencé dans les faits en 1982. Et cette année-là, les Viroquois ont fait parler d'eux : barrages de routes et de chemins de fer, bagarres avec la police, attaques d'agences de banque, manifestations aux côtés des antinucléaires de Chooz, etc... Il y eut un hélicoptère des forces de l'ordre touché par des coups de fusils. La résidence du directeur général

d'Usinor, le château de la Buchère, fut incendiée et les pompiers refusèrent d'intervenir. Les urnes disparurent aux dernières élections municipales...

Et c'est, depuis, la colère devant la « casse » de l'usine : la direction a détruit la moitié des bâtiments ; elle a écrasé les machines, pour qu'elles ne puissent surtout pas être « récupérées » ; elle a même préféré que les portes et fenêtres des bâtiments soient détruites plutôt que de les voir emmenées par les travailleurs. Les rails qui amenaient les wagons jusqu'à l'usine ont été tordus, cassés : la police ne voulait pas que les manifestants s'en servent pour amener des munitions jusqu'aux barrages qu'ils élevaient...

C'est aussi évidemment l'inquiétude pour les 475 salariés qui restent sur le site à « travailler », à faire des stages - les ouvriers de la Chiers ont obtenu que certains aient lieu sur place - ou en chômage technique, ou encore en situation transitoire en attendant leurs cinquante ans pour pouvoir être mis à la retraite selon la convention spéciale de la sidérurgie.

Alors, même si l'usine depuis 1982 s'est peu à peu vidée et si le village en a subi les répercussions, la population n'en a pas moins, ces deux dernières



Dernière coulée à la Chiers.

années, continué à réagir vivement chaque fois qu'il y avait un problème. Et les policiers n'avaient pas la partie belle quand les Viroquois décidaient, de temps en temps, de marquer à nouveau le coup par des manifestations.

Car, même si tout le monde sait qu'il ne faut pas compter sur une réouverture de l'usine, les ouvriers qui restent n'ont pas envie de se laisser mettre dehors comme des chiens et le reste de la population de voir complètement mourir la vallée. Quelques PME sont venues s'installer aux abords de l'aciérie : une fabrique de charbon de bois est installée depuis le début de l'année dans un des ateliers désaffectés. Mais on est loin du compte.

Alors, à l'annonce de la mise en chômage de 30 personnes qui jusque-là étaient encore salariées de l'entreprise, le 19 septembre, une manifestation fut décidée.

Au cours de celle-ci, les forces de l'ordre, après avoir dispersé un barrage, ont poursuivi les manifestants jusque dans l'usine. Là, ils ont arrêté deux sidérurgistes. Ils ont également arrêté un jeune qui, à la tête d'adolescents, se heurtait à eux. Et ce sont ces trois-là qu'ils ont accusés de détention d'explosifs, en alléguant qu'ils auraient saisi dans l'usine 26 cocktails Molotov.

En fait, les gardes mobiles cherchaient visiblement quelqu'un à se mettre sous la dent (en l'occurrence l'un des leaders du mouvement, Frantz Hubert, responsable de FO et de l'intersyndicale). Et quand on cherche, on trouve... ou on invente.

Mais cette présence des gardes mobiles n'empêche pas que chaque jour, ce sont 3 à 400 personnes qui

se réunissent à l'appel de la sirène de l'usine pour tenir des meetings.

Peut-être les pouvoirs publics et les forces de l'ordre, en emprisonnant les trois Viroquois, pensaient-ils désorganiser le mouvement à la Chiers. Mais ils ont fait un mauvais calcul.

Le lendemain, il y a eu une nouvelle manifestation. Puis dans les jours qui ont suivi, ceux qui travaillent encore et ceux qui sont en stage se sont mis en grève, et 17 ouvriers de l'intersyndicale CFDT-FO-CGC (CGT absente) se sont mis en grève de la faim. Et le 25 septembre, il y eut une journée « ville morte » à laquelle toute la ville, ouvriers, retraités, jeunes commerçants, enseignants, etc... ont participé, avec une manifestation de plus de 1 000 personnes. Les sidérurgistes ont même eu un soutien inattendu, celui du conseiller général, qui a qualifié « d'erreur historique » la fermeture de la Chiers.

Aujourd'hui, les emprisonnés ont été relâchés et la direction a cédé puisque 24 nouvelles mises en chômage partiel prévues pour le 24 septembre étaient repoussées à une date ultérieure. Et le lundi 1<sup>er</sup> octobre, les 29 travailleurs mis en chômage étaient réintégrés à l'usine avec promesse qu'il n'y aurait aucune mise en chômage d'ici la fin de l'année.

Mais autour de Vireux, dans les collines, c'est une véritable armada qui reste déployée : il y a à peu près trois fois plus de gardes mobiles qu'il n'y a d'ouvriers à la Chiers et au moins deux engins blindés. Mais cela encourage plus les habitants de Vireux à continuer à se défendre. Au point où ils en sont, cela ne les effraie plus !

### Les « oubliés » se font entendre

Après l'arrestation de Frantz Hubert, responsable de la section FO et de l'intersyndicale, Serge Luisetto - lui aussi syndicaliste à Force Ouvrière et secrétaire du Comité d'Etablissement de la Chiers - déclarait au journal *Le Monde* : « L'arrestation de Frantz Hubert, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Car au-delà des incidents de ces derniers jours, il y a un ras-le-bol plus profond. Les sidérurgistes, et derrière eux la plupart des Viroquois, se sentent floués, cocufiés, oubliés : floués, parce que le gouvernement n'a pas tenu ses promesses de reclasser tous ceux qui pouvaient l'être ; cocufiés, parce qu'on nous a trompés sur le sort réservé aux salariés mis en chômage, et notamment les immigrés : le quart du personnel de production ; oubliés, parce que, malgré toutes les démarches des parlementaires, des édiles, des syndicats, y compris auprès de M. Fabius quand il était ministre de l'Industrie, le gouvernement, les pouvoirs publics, la presse elle-même font l'impasse sur nos revendications ».

« Floués, cocufiés » les travailleurs de la Chiers ? Oui, peut-être. Mais alors comme tous les travailleurs qui subissent cette politique de droite menée par ce gouvernement de gauche. Mais « oubliés », certainement pas ! Par leurs actions, ils se font toujours entendre.





Chantiers de l'Atlantique  
St-Nazaire

## Stages conversions ou « droits communs »

Il n'y a pas eu d'accord signé entre l'UIMM et les syndicats à la réunion du 24 septembre qui était la dernière au sujet des stages-conversions pour l'Alsthom-Atlantique de Saint-Nazaire et Dubigeon-Nantes. Aucun syndicat n'a signé le projet patronal et gouvernemental. Il faut dire que les patrons n'avaient pas fait dans la dentelle pour essayer de faire passer les licenciements.

Bien sûr, les patrons aussitôt sont venus clamer à la télé que, puisque les stages-conversions n'avaient pas été signés, les travailleurs redevenaient des « droits communs ».

Pour les travailleurs des Chantiers, se faire licencier sous forme de stages-conversions ou sous forme de « droits communs », cela ne change pas grand-chose à l'affaire. Car au bout du compte, c'est au chômage que l'on se retrouve !

Les patrons, comme le gouvernement, veulent faire croire que nous sommes des privilégiés parce qu'ils se proposent de nous mettre dehors... avec 70 % du salaire durant deux ans, sans aucune possibilité de refuser, qu'il y ait stage ou pas d'ailleurs, avec l'obligation durant ces deux ans d'accepter n'importe quel emploi, à n'importe quel tarif et n'importe où... pour finir de toute façon au chômage !

Voilà ce que les patrons appellent être « privilégiés ».

Les syndicats n'ayant pas signé, pour le moment, les patrons disent s'en laver les

mains. Pour eux, c'est au gouvernement de prendre ses responsabilités. De toute façon, ils ont l'intention de licencier au plus vite.

Mais aux Chantiers, les travailleurs n'ont pas forcément l'intention de se laisser mettre dehors ! Et les débrayages sont très largement suivis.

De plus en plus de gars disent qu'il va falloir s'y mettre sérieusement. L'idée de la grève se discute. Et même si c'est encore l'attentisme dans les discussions, il est de plus en plus question que les licenciements ne passeront pas comme ça !

### Manque de démocratie

## Tous les syndicats persistent et signent

A la fin du meeting, mercredi dernier, ce n'est pas l'ambiance qui a manqué lorsqu'une travailleuse a voulu s'adresser aux 1 500 travailleurs présents dans l'atelier. C'est à l'unanimité que les syndicats CGT, CFDT, FO et CGC ont refusé de lui donner le micro. Mais c'est aussi quasiment à l'unanimité que les travailleurs ont crié leur colère et ont marqué le pas. Tout le monde a pu voir la poignée de délégués emballer à toute vitesse les micros et s'en aller..., en fin de compte pas

fiers, n'ayant comme argument pour justifier leur attitude que : « il y a des élus pour parler au nom des travailleurs », ou encore « elle est à LO » ou « on ne peut pas donner la parole à tout le monde »... Les gars ne se sont pas gênés pour leur signifier que leurs arguments ne tenaient pas debout ! « Les micros sont autant à elle qu'à toi », ou « Ras-le-bol de vos discours », ou encore « On est assez grand pour juger ce qu'on doit entendre, elle est une travailleuse comme toi »...

De toute façon, si les micros ont été coupés, cela n'a pas empêché ni les discussions dans tout le chantier, ni en fin de compte les idées de la camarade de circuler. Bien au contraire. Connue pour être combative et révolutionnaire, beaucoup de travailleurs tenaient justement à entendre ce qu'elle avait à dire dans une période qui paraît difficile. Et du coup, son intervention a très largement circulé dans les bords, les ateliers ou les bureaux.



Mont-Louis

## Ainsi fut-il

Le feuilleton du Mont-Louis a encore connu quelques rebondissements cette semaine.

D'abord, pour commencer, le dernier fût d'hexafluorure est longtemps resté introuvable.

Quant à l'avant-dernier fût, une fois repêché et sorti de l'eau, il s'est mis à fuir à la hauteur de la valve du cylindre. D'après les experts, c'est dû au changement de pression entre le moment où le fût est dans l'eau et le moment où il sort. Admettons. Les fabricants de containers avaient expliqué que les containers pouvaient tenir « un an ». On voit ce qu'il en a été. Toujours est-il que le fût fuyant a été placé dans un nouveau container spécial de « sauvetage d'urgence » et évacué vers Pierrelatte. La télévision a montré l'opération... et nous a appris qu'un tel conteneur, il y en avait un - et un seul - en Europe.

Tout avait été prévu : même qu'un seul fût fuirait.

LEP des Ulis

## Il faut faire grève pour avoir un professeur

Depuis la rentrée, au LEP des Ulis (Essonne) les CAP 38 n'avaient pas de professeur d'ajustage - l'ajustage est justement la spécialité de cette classe et l'examen est en mai.

Mercredi 26, ils se sont mis en grève, suivis sur le champ par la grande majorité du LEP. Jeudi matin, il y avait des discussions par petits groupes dans la cour, l'administration cherchait à convaincre certains de reprendre : « Il n'y a pas de professeur disponible, et vous empêchez les autres de travailler ».

Mais l'après-midi, nous sommes allés à 500 (les 3/4 du LEP) à la mairie. Arrivés dans la salle du conseil, un coup de téléphone du proviseur nous annonce l'arrivée du professeur d'ajustage dès le lendemain matin. Et effectivement, toute la matinée du vendredi 28, l'administration balade le nouveau professeur à travers les ateliers, comme pour nous convaincre qu'il est bien arrivé.

Correspondant L.O.

Renault-Billancourt (Ile Seguin)

## Les travailleurs du nettoyage des cabines de peinture en grève

Depuis plus d'une semaine, les travailleurs de la société Asnets à Billancourt sont en grève. Cette société est une des multiples entreprises sous-traitantes utilisées par la Régie Renault. Elle se charge du nettoyage des cabines de peinture toutes les nuits. Elle emploie plus de 200 travailleurs et intervient entre autres à Flins, Douai et Billancourt.

A Billancourt, les 28 ouvriers sont immigrés. La maîtrise est française. Il y a quelques années, le nettoyage des cabines de peinture était effectué par la Régie elle-même, mais elle a passé ensuite ce travail à la Sonie, une société à la tête de laquelle, comme par hasard, on retrouvait un ancien cadre de la Régie. Il y a quelques mois, la Sonie n'étant plus compétitive, paraît-il, c'est l'Asnets qui a gagné le marché

mais elle a repris les travailleurs de la Sonie.

Depuis, l'Asnets veut restructurer (entendez : muter et licencier, comme partout) mais les méthodes utilisées sont encore plus écœurantes. Des petits chefs sont chargés de suivre les ouvriers, de les provoquer et de trouver prétexte à mutation voire à licenciement. C'est ce qui vient de se produire contre un délégué qui a écopé d'un avertissement, et c'est ce qui a fait démarrer la grève.

Il faut dire que, comme tout petit patron de combat qui se respecte, celui de l'Asnets ne voyait pas d'un bon œil ce travailleur. Une section syndicale CFDT avait été en effet implantée depuis trois ans à la suite d'une grève sur les salaires et les conditions de travail qui, il

faut le souligner, sont particulièrement épuisantes.

Dès que les 28 ouvriers de l'Asnets se sont mis en grève, le patron a fait déplacer des huissiers (on en est au troisième !) et a fait venir de petits agents de maîtrise de ses autres « chantiers » Renault.

Ceux-ci tentent de faire le travail des grévistes et si les uns et les autres s'opposent, il n'y a pas eu de bagarre.

C'est dans ces circonstances, au cours de la nuit du jeudi 27 septembre au vendredi 28, qu'un de ces petits chefs, particulièrement maladroit sans doute, est tombé dans une fosse. Il faut croire que ce fut sans gravité car ce « jaune » malchanceux a quand même pu continuer à vaquer à ses occupations pendant toute la fin de la nuit. Le lendemain, il est allé à l'hôpital se faire arrê-

ter. Profitant de l'occasion, le patron a monté une manœuvre contre les grévistes en les accusant eux. Tous ont été mis à pied. Et une demande d'expulsion contre eux a été adressée au tribunal de Nanterre qui a statué, décrétant l'expulsion pour le mercredi 3 octobre.

On en est là à l'heure où nous écrivons.

Quant à la Régie Renault elle-même, elle n'est pas restée neutre dans cette histoire puisque la nuit elle a fait venir des cadres et des chefs pour nettoyer les cabines et assurer ainsi le boulot de ses peintres, mais aussi pour s'opposer aux grévistes et mieux les isoler en se rangeant derrière ce petit patron aux méthodes écœurantes.

Correspondant L.O.



□ **Groupe Malakoff**  
(Caisse de retraite complémentaire  
- St-Quentin en Yvelines)

DANS  
LES ENTREPRISES

□ **Alsthom Atlantique**  
(Le Bourget)

## Les employés disent non aux attaques de la direction

En changeant de directeur général, le Groupe Malakoff a bien marqué sa volonté de changement de politique. Il y a une semaine, jeudi 27 septembre, une note de la direction a annoncé qu'elle remettait en question la convention d'entreprise.

Elle y affirme que tout le monde étant touché par l'austérité, il est anormal que les employés du Groupe Malakoff continuent à garder leur niveau de salaire. C'est quasiment son argument clé. Il s'agit, dit le patron, de récupérer 30 millions sur les employés ! Langage clair ? Pas tant que cela, car il n'est pas dit un mot sur la manière.

Les caisses de retraites complémentaires prétendent être menacées par la crise : le Groupe Malakoff plus particulièrement par la crise de la sidérurgie. Cependant, chacun sait que le Groupe Malakoff gère avec profit des milliards de réserves. Chacun sait aussi les dépenses importantes qu'il a faites quand ça l'arrangeait : pour déménager à Saint-Quentin, pour installer une informatisation qui fonctionne comme elle peut, ou encore pour s'offrir des petits cadeaux genre voitures de fonction ou voyages aux USA.

Toujours est-il que, le jour même de cette informa-

tion, des centaines d'employés ont débrayé et se sont réunis en assemblée générale : au Groupe Malakoff c'est plutôt un événement ! Et les travailleurs ont marqué leur ras le bol en votant le jour même le principe d'une grève, sur la base du refus de toute restriction des avantages acquis. Toute la prose de la direction sur la nécessité des sacrifices pour défendre « notre institution » a été dépensée en pure perte.

Et effectivement, lundi, près de 400 employés se sont mis en grève et en assemblée générale et ils ont recommencé le lendemain.

Lors de ces assemblées générales, le patron a été hué lorsqu'une camarade a raconté que le patron s'est fait rembourser sa voiture par le Groupe Malakoff : un bel exemple de sacrifices celui-là ! C'est un air nouveau dans une entreprise qui a toujours joué le paternalisme, la direction sociale, la gestion à but non lucratif et paritaire syndicats - patronat. Par ailleurs, une pétition refusant toute attaque du salaire et de l'emploi circule rapidement et recueille des centaines de signatures. Deux syndicats, l'un de cadres et l'autre syndicat « indépendant » d'employés, dénoncent la grève, soutiennent le patron et sont copieuse-

ment hués. Les cadres qui ont jugé plus judicieux de ne pas s'associer au mouvement même s'ils sont eux aussi menacés, n'ont pas non plus bonne presse dans la plupart des interventions.

Le patron diffuse sa réponse à la réunion du CCE, affirmant la bouche en cœur qu'on l'a mal compris : il ne veut pas licencier... du moins pour l'instant (« *qui peut s'engager ?* »...) ni s'attaquer à la prime de gestion (un mois et demi de salaire). En fait, des mots creux car il reste sur sa position : reprendre des millions sur nos salaires et de quelle manière ?

C'est donc seulement partie remise du côté direction et beaucoup ont conscience qu'il faudra remettre ça plus nombreux dès que la direction précisera ses attaques. Les employés ont marqué le coup et affirmé qu'ils n'acceptent pas les restrictions.

En tout cas l'argument des sacrifices pour tous ne marche pas. On sait bien que ce n'est pas le souci de défendre l'argent des retraités qui étouffe la direction en un temps où elle écrit aux personnes âgées que les retraites ne peuvent pas suivre la hausse du coût de la vie : en d'autres termes il faut qu'elles baissent.

Correspondant L.O.

## Les faits sont têtus, M. Krasucki

Les travailleurs de l'Alsthom-Atlantique du Bourget qui ont suivi l'émission de Krasucki à la télévision étaient bien étonnés de voir leur entreprise citée comme un cas exemplaire de l'action de la CGT.

Il ne s'agit pas de lutte contre les licenciements qui menacent cependant. Ni contre la baisse des salaires. Krasucki parlait de l'action d'une commission jeunes CGT pour huit des douze apprentis de l'école Alsthom que l'entreprise a refusé d'embaucher en fin d'études pour la première fois cette année. Selon Krasucki, la CGT a obtenu une victoire totale pour les douze : huit embauchés dans l'entreprise, deux par des entreprises voisines et deux formés en BTS pour devenir des techniciens. Et la démonstration est faite qu'il est possible de créer des possibilités d'avenir dans l'entreprise et que la CGT ouvre ces perspectives pour l'économie et pour les jeunes.

Malheureusement les faits sont assez différents. Quand la direction a annoncé sa décision de ne pas embaucher, les jeunes ne se sont pas laissés faire en silence. Ils ont pris contact avec un délégué CFTD et décidé de faire un tract en leur propre nom. La CGT contactée a déconseillé, disant que cela nuirait pour convaincre le patron de les embaucher. Il fallait plutôt compter sur la négociation selon elle. Cependant, par

ce tract, les jeunes se sont adressés aux travailleurs de l'usine.

Dans la suite de leurs démarches ils ont eu le soutien des syndicats. Par contre la commission jeunes CGT dont parle Krasucki doit être intervenue silencieusement...

Mais surtout, le résultat, s'il est un recul de la direction, est loin de satisfaire totalement les jeunes car c'est pour plusieurs une solution provisoire et pour certains pas une solution du tout.

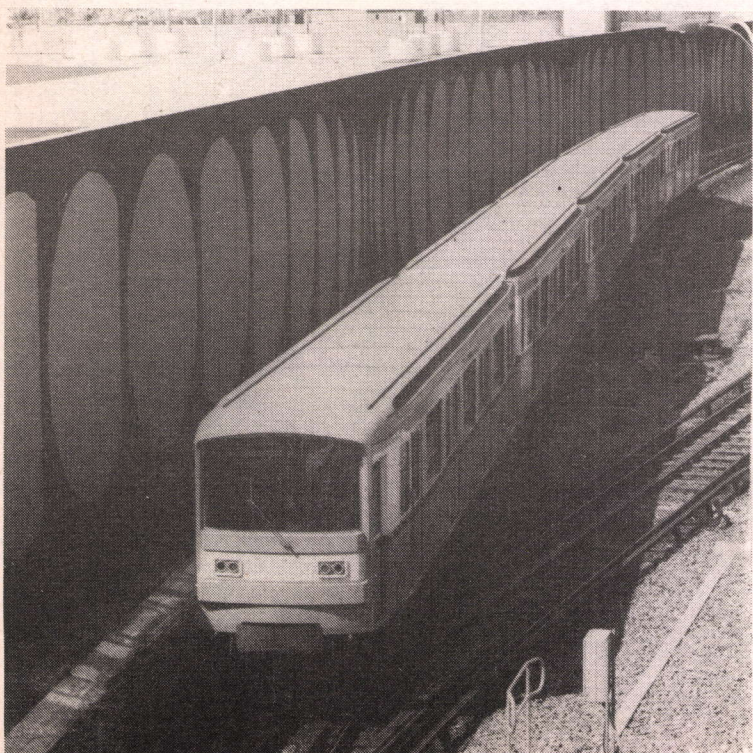
Les embauchés à l'Alsthom sont finalement cinq au Bourget au lieu de quatre prévus auparavant. Les entreprises voisines en ont pris trois mais un patron a bien affirmé au jeune qu'il ne comptait pas le garder et que ce n'était que provisoire. Quant aux deux autres, ils sont « en formation » après CAP au Bourget ce qui est quand même loin des futurs techniciens tels que les décrit Krasucki. Et aucun emploi ne leur est assuré au bout de cette formation.

En somme, si l'action des jeunes leur a permis de ne pas se retrouver absolument sans rien, elle ne démontre pas du tout l'ouverture de larges perspectives d'emploi pour les jeunes. Cette prétendue solution économique industrielle que la CGT ouvrirait, on ne l'a pas plus vue avec les jeunes du Bourget qu'ailleurs.

Correspondant L.O.

RATP

## Au pilotage automatique, ça restructure



Le Pilotage Automatique est un service qui s'occupe entre autres de l'entretien d'un matériel électronique qui se trouve sur les trains, matériel qui permet de faire se déplacer les trains automatiquement. Ce service comprend 88 agents d'exécution et 28 maîtrise et cadres, répartis sur trois centres (Châtelet-Les Halles, La Motte-Piquet-Grenelle et Stalingrad), et sur chaque ligne équipée de MF67 (les « trains bleus » du métro parisien). Eh bien la direction veut tout simplement supprimer 40 agents d'exécution et 8 maîtrise.

Comme cela se passe actuellement dans toutes les entreprises, la politique du gouvernement et du patronat, c'est de restructurer. Bien sûr, à la RATP, cela

se traduit seulement par des mutations, mais dans des services qui peuvent n'avoir aucun rapport avec la profession que nous exerçons. Et cela peut se traduire par moins de repos les samedis et dimanches, des changements pour l'obtention des congés, des horaires différents pour tous.

La direction voudrait bien procéder à ces dégraissages en douceur, en demandant des volontaires et en se réservant la possibilité de choisir parmi eux ceux qui partiront ou non.

Mais des volontaires, pour le moment, la direction n'en a trouvé que parmi la maîtrise.

Avant de nous décider, il faudrait au moins avoir des

garanties précises pour notre avenir. C'est aussi ce que nous étions déjà allés demander, en allant interrompre le 12 juillet une séance du Conseil d'administration. Cela avait beaucoup déplu au président Claude Quin, membre du PCF, qui avait levé la séance, à la stupéfaction des militants PCF et CGT qui attendaient une autre réaction de sa part. Récemment, le 26 septembre, nous sommes aussi allés à une soixantaine interrompre une séance du Comité d'entreprise.

Finalement, aux dernières nouvelles, la direction repousserait au début janvier les premières mutations qui devaient avoir lieu en octobre.

Correspondant L.O.



## « Tant qu'il y aura des profs »

de Hervé Hamon et Patrick Rotman

Le dernier livre de Hervé Hamon et Patrick Rotman *Tant qu'il y aura des profs* est un essai et un reportage sur l'état actuel de l'Education nationale.

Pendant plus de deux ans, les auteurs ont enquêté, compulsé de nombreux dossiers officiels, publiés ou non. Ils ont interviewé des enseignants de diverses formations et de diverses spécialités, des chefs d'établissements, des administrateurs, des responsables syndicaux et des parents d'élèves pour aboutir à cet ouvrage très critique sur le système éducatif.

D'une part, ils livrent des statistiques, montrent bien la sélection par l'échec qu'affrontent les « élèves de la République française », ils décrivent « un système qui se montre particulièrement impitoyable pour les catégories les plus défavorisées » (les fils d'ouvriers et d'employés). Mais d'autre part, pour expliquer cette situation, ils essaient de prendre en compte tous les éléments qui favorisent et expliquent l'énorme blocage de l'enseignement. Pour eux, si les fonctionnements sont lourds, c'est à cause de la pesante bureaucratie que constitue l'administration, avec son « centralisme excessif » et c'est aussi à cause du rôle conservateur du puissant syndicat enseignant, corporatiste, qu'est la FEN.

Les professeurs du secondaire constituent le sujet principal de leur enquête. Les auteurs décrivent largement leur malaise. Ils montrent comment des enseignants se sentent impuissants face aux difficultés d'élèves dont ils ne peuvent pas prendre en compte les inégalités de départ et l'histoire individuelle.

Ils détaillent également leur statut, leurs « avantages » : sécurité de l'emploi,

temps libre, vacances, etc., hiérarchies liées aux diplômes et à l'ancienneté.

Mais ils essayent aussi de mettre à jour les tares des institutions elles-mêmes, les rouages d'une machine grinçante qui engendre souvent la gageure.

Pour Hamon et Rotman, l'école ne peut être harmonieuse dans une société qui crève de ses contradictions économiques et sociales. Ils le disent eux-mêmes : « La crise de l'école est comme le miroir grossissant des multiples crises qui agitent notre époque », mais comme tant d'autres, ils ont leur petite idée, pour que cela aille...

Et c'est là que la montagne accouche d'une souris car, face à cette accumulation de défauts et de contradictions qui paralysent le système scolaire, ils proposent en réalité d'en venir à des établissements scolaires où les directeurs pourraient jouir de la plus grande autonomie dans la gestion de leurs crédits et de la liberté de recruter (ou de licencier) leur personnel, par exemple.

Et la façon dont ils parlent de l'application de la loi de décentralisation de 1983 en laquelle ils mettent, semble-t-il, pas mal d'espoir, montre qu'ils s'accrochent au char du gouvernement socialiste et qu'ils comptent sur lui pour moderniser, « restructurer » une école dont « les techniques éducatives » selon eux, « sont aussi sénescences que les aciéries de Pompey » (on voit ce qu'il en a résulté !). Une solution douteuse s'il en est !

Reste une enquête souvent intéressante par les multiples informations qui y sont rassemblées.

Michel BROUSSE

*Tant qu'il y aura des profs*, de Hamon et Rotman. Editions du Seuil - collection « L'épreuve des faits » - 79 F.

## « Au temps des colonies »

dossier de la revue l'Histoire

présenté par Georges Balandier et Marc Ferro



Travail forcé des Noirs en Afrique

Une vingtaine d'articles d'intérêt fort inégal présentent le colonialisme français du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. Deux parties de la revue, *L'aventure coloniale* et *Les colonisés* sont, par contre, intéressantes.

Dans un article intitulé *Le travail forcé en Afrique*, Catherine Coquery-Vidrovitch parle du travail forcé des Noirs et de ses conséquences, des déplacements passifs de populations, des épidémies et des morts par milliers. A propos de la construction du chemin de fer Congo-Océan, l'auteur indique : « Compte tenu des décès masqués par les désertions, 20 000 hommes au moins payèrent de leur vie la construction du chemin de fer ». L'auteur rappelle aussi que le colonialisme fut responsable de gigantesques famines en obligeant les populations à cultiver de l'arachide pour l'exportation : « Les résultats maximum furent atteints en 1916-1917. En Afrique équatoriale française,

tous les villages durent organiser le débroussaillage et l'ensemencement de superficies considérables. Le quart seulement de la production était laissé à la consommation locale, le reste réquisitionné pour l'approvisionnement des troupes du Cameroun. En AOF, on vida les greniers de réserves, déjà éprouvés par la succession de deux années de demi-sécheresse (1911-1912) et d'une armée d'aridité totale (1913). De la disette périodique, on passa à la famine meurtrière, tempérée seulement par les 4 000 tonnes de céréales que le Soudan (Mali) n'avait eu ni les moyens ni le temps d'expédier en France. »

Dans *Les troupes coloniales arrivent*, Marc Michel explique comment les populations des colonies furent obligées de participer à la Première Guerre mondiale, ce qui provoqua parfois des révoltes : « En AOF, la levée de 50 000 recrues, commencée en décembre 1915, prit

l'allure d'une chasse à l'homme et déclencha une formidable insurrection des populations d'entre le Bani, affluent du Niger, et la Volta, qui dura neuf mois ».

Au total 600 000 hommes furent enrôlés de force sous l'uniforme ou emmenés en métropole pour travailler dans les usines d'armement.

Enfin des articles retracent, mais très brièvement, l'agitation au Vietnam en 1930, le début de la colonisation en Algérie, les exploits sanguinaires de Voulet, officier de l'armée française qui voulut se tailler un empire à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en Afrique.

Bien des articles présentent donc un intérêt certain. Ajoutons que les photos et les cartes en rendent la lecture agréable.

Joëlle GERARD

Au temps des colonies, dossier de la revue *Histoire* - Editions L'Histoire-Seuil, 39 F.

## MOTS CROISÉS

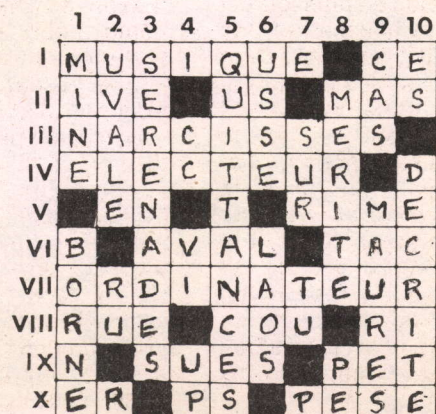
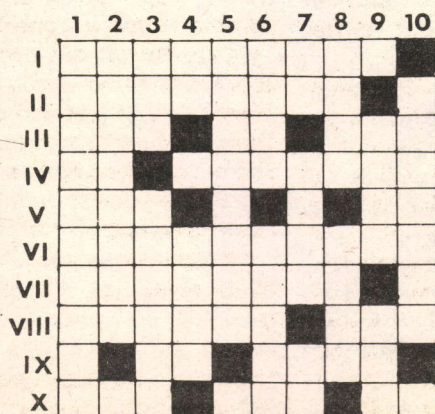
### HORIZONTALEMENT

I. Ne pas tenir rigueur. II. Liquident la « fausse ». III. Phonétiquement : tirer du « feu » - En ville - II amène sa galette. IV. Pronom très personnel - Gros congelé. V. Vieille colère - Très léger si on n'y ajoute rien. VI. Recherchées quand elles sont bonnes. VII. Placidité. VIII. Coupée du reste - Permission de ministre. IX. Négation - Ville du Jura. X. N'ont même pas une feuille - Souvent suivi de « chère » dans le midi - Possessif.

### VERTICALEMENT

1. Elle permet de ne pas faire le mur. 2. Pour mieux utiliser les fontes. 3. Une incongruité - Contre eux, Chirac mène campagne. 4. Courant quand il précède le pont - Coule en Afrique noire. 5. Sallie du coude. 6. Pas encore de glace - Fait un chaud et froid. 7. C'est presque un non - Lutte contre la soif - Permet le choix. 8. Souvent conjugué - On peut trouver celui du bœuf dans un mur. 9. Ville d'Algérie - Récipient de laboratoire. 10. N'encombre pas l'estomac.

### Solution du problème précédent





## « Un nommé Durand »

de Alain Scoff

Ce nommé Durand, c'est Jules Durand, ouvrier charbonnier à la Compagnie Générale Transatlantique du Havre, une des plus importantes entreprises dans le monde du transport maritime. Militant se réclamant de l'anarchisme, Durand fut l'un des fondateurs, en juillet 1910, au Havre, du syndicat des ouvriers charbonniers, ceux qui alimentaient les navires à vapeur en charbon.

Un mois après son officialisation, les ouvriers se lançaient dans une grève dont l'aboutissement fut l'affaire Durand, que l'on a appelée à l'époque « l'affaire Dreyfus du pauvre ».

Dans ces deux affaires, un procès fut monté de toutes pièces, avec la volonté délibérée d'éliminer les accusés qui furent, dans un premier temps, condamnés tous deux à la peine capitale. Dans les deux cas, il en résulta un scandale qui divisa la France en partisans et adversaires acharnés et qui aboutit, longtemps après, à la révision des procès où furent mis à jour les truques qui auraient dû conduire des innocents à l'échafaud.

Alain Scoff a donc entrepris le récit de cette affaire qui, entre autres mérites, a celui de se lire comme un roman. Solidement documenté, ce récit

débute par un tableau précis des conditions de l'époque. Au Havre, comme partout ailleurs en France, la classe ouvrière était alors en ébullition, en particulier les charbonniers.

Travaillant parfois 14 heures par jour, malgré la limitation de la journée de travail à 10 heures, ils voyaient leurs conditions de travail se dégrader de plus en plus, pour des salaires qui diminuaient. Jules Durand était l'un d'eux. Ce jeune ouvrier révolté contre la vie qu'on leur faisait mener avait décidé de ne plus l'accepter. C'est lui qui, avec l'aide de quelques camarades, avait mis sur pied le syndicat CGT des charbonniers. Il militait en plus à la Ligue des droits de

l'homme, où il lutta de toutes ses forces contre l'alcoolisme, ce véritable fléau parmi les charbonniers.

Lorsqu'éclata la grève, en août 1910, Jules Durand devint, pour les patrons, l'homme à abattre. Le prétexte, ils le trouvèrent quand, au bout de trois semaines de grève, une rixe éclata entre des ivrognes, rixe qui se termina par la mort de Lucien Dongé, « renard », c'est-à-dire antigreviste et mouchard. Jules Durand, ainsi que les frères Boyer, autres syndicalistes, furent déclarés responsables de cette mort. Et le procès commença, prenant rapidement l'allure du procès de « l'anarchisme », procès dans lequel la bourgeoisie du

Havre, haineuse et prise de panique, s'exprima au travers de l'appareil judiciaire.

Durand fut défendu par l'avocat René Coty, futur président de la République, plus préoccupé de sa carrière que de la défense de son client. Ce procès truqué, où les jurés furent bernés, se termina par la condamnation à mort de Jules Durand.

Mais après ce verdict monstrueux, qui fut applaudi par certains, tel l'écrivain Paul Bourget, ou dénoncé par d'autres, comme Jaurès ou Anatole France, l'affaire ne s'arrêta pas là. La bataille pour obtenir la grâce du condamné commença. Une grâce que le président de la République de l'épo-

que, Fallières, hésitait à accorder. Pourtant devant l'ampleur des manifestations, des grèves et des remous que l'affaire suscitait dans le monde ouvrier français et européen, il finit par commuer cette peine en une réclusion de sept ans. Les partisans de Jules Durand ne s'en tinrent pas là. Paul Meunier, avocat et député de l'Aube, prit l'initiative de demander la révision du procès. Quand elle eut enfin lieu, en 1918, Jules Durand fut reconnu innocent. Mais trop tard.

Trop éprouvé par la machination dont il avait été victime, Jules Durand avait perdu la raison et il fut enfermé à l'asile de Rouen, où il mourut en 1926.

*Un nommé Durand* est un récit passionnant. Alain Scoff réussit à faire revivre dans ce livre une de ces périodes de durs combats pour la classe ouvrière, au cours desquelles certains de ses meilleurs militants, comme Jules Durand, ont payé de leur vie d'avoir voulu faire respecter leur dignité d'ouvriers. C'est un passé que tous ceux qui sont révoltés par la société d'aujourd'hui se doivent de connaître.

Marie ANTONIN

*Un nommé Durand, d'Alain Scoff. Edition J.-C. Lattès, 95 F.*



Jules Durand, à gauche en 1910 au moment de son arrestation ; à droite deux ans plus tard à l'asile de fous de Sainte-Anne.



1906-1910 :

### Une période de montée ouvrière

L'affaire Durand a eu pour cadre une période de montée intense de la combativité et de la conscience ouvrière. En l'espace de six ans, de 1904 à 1910, le nombre des syndicats tripla, pour atteindre le chiffre de 5260, regroupant 977.000 syndiqués alors que la population active non agricole atteignait à peine les dix millions.

Pendant toute cette période, syndicalistes et ouvriers combattifs furent pourchassés par un patronat résolu à ne rien tolérer dans ses usines. En même temps, ce fut une période difficile sur le plan matériel pour la population laborieuse : l'Etat français, qui était alors le plus endetté du monde, faisait financer sa dette à la population par le biais d'impôts directs de plus en plus lourds, tandis que la hausse des prix commençait à se faire sentir.

Face à la multiplication des grèves, l'Etat intervenait ouvertement aux côtés des patrons. Clemenceau, cet ancien radical de tendance libérale devenu Premier ministre après avoir été ministre de l'Intérieur, se signala par son acharnement à envoyer l'armée contre les ouvriers en grève, tandis que ses tribunaux traquaient les syndicalistes.

Et malgré des conditions de lutte très difficiles, les grèves succédèrent aux grèves.

En avril 1906, à la suite de la catastrophe de Courrières, éclatait une grève des mineurs du Pas-de-Calais. Clemenceau riposta en envoyant 20.000 soldats et en décrétant l'état de siège dans tout le bassin houiller. En mai, à Hennebont, 8000 hommes de troupes intervinrent face aux ouvriers du cirage qui étaient lock-outés. En septembre, Grenoble fut le siège d'une grève générale, qui tourna à l'émeute lorsqu'intervint le 140<sup>e</sup> régiment de ligne. Puis vinrent le lock-out des ouvriers de la chaussure à Fougères (novembre 1906-janvier 1907) et la grève des papetiers de l'Essonne (mars 1907). Ce même mois, les électriciens de Paris se mirent en grève, le gouvernement eut alors recours aux soldats du Génie pour les remplacer. Toujours en mars 1907, un docker de Nantes fut tué lorsque l'armée tira sur les dockers en grève. En juillet, ce furent les ouvriers du chausson qui affrontèrent l'armée à Raon-l'Étape. Après une année d'accalmie, les affrontements reprirent en juin-juillet 1908 avec la grève

générale du Bâtiment de la Seine : trois ouvriers furent tués lors des fusillades de Draveil et de Villeneuve-Saint-Georges. Puis vint la grève des ouvriers tabletiers de l'Oise, en mars 1909, où les dragons intervinrent et jetèrent en prison toute la direction du syndicat. En mai, les soldats de la marine de guerre furent envoyés pour remplacer les marins de la marine marchande en grève. En mai 1910, les dockers de Dunkerque puis ceux de Marseille s'affrontèrent de nouveau avec l'armée. Deux mois après la grève des charbonniers du Havre, une grève des cheminots éclata dans le nord, gagnant rapidement le reste du pays. Briand, cet ancien socialiste qui avait fait adopter le principe de la grève générale lors du congrès syndical de Marseille en 1893, et qui venait de remplacer Clemenceau comme Président du Conseil, fit arrêter le comité de grève et décréta la mobilisation militaire de 15.000 cheminots.

Toute une période où, au travers de combats très durs, la classe ouvrière de ce pays a conquis des positions que la bourgeoisie n'a jamais pu lui reprendre.

F.R.

Sur l'affaire Durand, une pièce à lire :

### « Boulevard Durand »

d'Armand Salacrou

Armand Salacrou avait 11 ans et vivait au Havre lorsqu'éclata « l'affaire Durand ». Son père, qui était avocat, participa activement à la campagne pour la révision du procès Durand. « Mon père et ses amis, écrit Salacrou, étaient convaincus non seulement de l'innocence de Jules Durand, mais de la machination. Et je crois que toute ma vie d'homme fut marquée par cette terrible « erreur » judiciaire, vécue dans mon enfance (...) je m'étais promis de raconter un jour cette affaire ».

C'est donc ce qu'a fait Salacrou dans cette pièce, écrite en 1960, et qui retrace toute l'affaire du début jusqu'à la libération de Jules Durand. Au travers de quelques tableaux qui en retracent les principaux épisodes, on rencontre les principaux protagonistes de la véritable affaire. Par le simple jeu des répliques, Salacrou réussit à communiquer son indignation face à la haine de classe

de ceux qui s'acharnent sur Durand, comme cet avocat-général qui s'adresse aux jurés pour réclamer la tête de Durand en disant : « Au nom de la société, je réclamerai le prix du sang. Dans votre verdict, vous direz si vous êtes pour la paix sociale et le progrès, ou pour l'anarchie et le désordre ».

Et on partage la sympathie de Salacrou pour un Jules Durand qui, défiant le tribunal qui lui reproche ses idées, s'écrit : « Oui, je suis révolutionnaire ! Quel honnête homme voudrait conserver un système social qui accule les ouvriers à la misère et à l'alcoolisme ? Oui, je suis anarchiste ! Quel honnête homme ne serait pas anarchiste lorsqu'il voit les gouvernements, véritables associations de profiteurs... ».

Une pièce chargée d'émotion et de révolte qu'il faut lire et faire lire.

F.R.

*L'affaire Durand, d'Armand Salacrou. Collection Folio-Gallimard.*



## « L'effet Le Pen »

Dossier présenté et établi par Edwy Plenel et Alain Rollat

Trois mois après la percée du Front National et de son leader Jean-Marie Le Pen aux élections européennes, en juin dernier, deux journalistes du *Monde*, Edwy Plenel et Alain Rollat, ont voulu cerner ce phénomène politique. D'où viennent Le Pen, son organisation, ses cadres et ses candidats, qui vote pour eux, et pourquoi : telles sont les questions auxquelles veut répondre ce dossier.

Pour le constituer, les deux journalistes ont eu recours à un certain nombre d'articles du *Monde*, écrits par eux ou par d'autres.

Il y a donc un certain manque d'unité dans le ton, les préoccupations, et de nombreuses répétitions, puisque les textes s'échelonnent de 1981 à 1984 et relèvent de plus d'une dizaine d'auteurs.

Un des points sur lesquels Plenel et Rollat insistent le

plus, c'est la liaison et la complicité entre la droite et l'extrême-droite. Ils montrent les liens, les échanges de personnes, les passerelles qui existent entre ces deux courants aux franges parfois identiques. Et de toute cette accumulation de preuves et de faits parfois sans grand intérêt, les auteurs concluent non seulement que la droite nourrit l'extrême-droite en hommes mais que c'est elle qui a permis son émergence, en « banalisant », en rendant respectables ses thèmes favoris.

Bien sûr, il est aussi question du rôle qu'a joué la crise dans la montée électorale du Front National. Mais ce n'est que très incidemment et très indirectement que le gouvernement de gauche et la politique qu'il mène sont mis en cause.

Alors, finalement, ce que regrettent seulement les

auteurs du dossier, c'est que la gauche n'ait pas instauré un « nouveau langage ». Ils lui reprochent des « faiblesses d'analyse » et une « impuissance à convaincre » bien plus que sa politique de droite. Seul le Parti Communiste est rendu responsable de certains aspects de la politique de la gauche, comme la xénophobie. Les représentants socialistes, tel Mauroy qui voyait dans la grève des travailleurs immigrés de Renault-Flins la main de l'intégrisme musulman, n'ont, eux, pour seul tort que de s'être « affolés ».

En fait, ce que les auteurs ne voient pas ou ne préfèrent pas voir c'est que derrière « l'impuissance de la gauche à convaincre » se cache une politique qui a été le principal terreau sur lequel a pu prospérer l'extrême-droite et que la crise économique, contrairement à

ce qu'ils nous disent, n'explique pas tout. Elle aurait pu favoriser non pas l'extrême-droite mais les organisations qui se réclament de la défense des intérêts des travailleurs, à condition, bien sûr, que les partis de gauche mènent une tout autre politique.

Qu'une percée de l'extrême-droite ait pu se produire dans certains milieux populaires touchés par la crise est bien la rançon de ces années qui ont vu un gouvernement soi-disant de gauche mener une politique au service exclusif des possédants. Certes, le gouvernement a dressé contre lui des catégories de la petite-bourgeoisie indépendamment même de sa politique, tout simplement à cause de son étiquette de gauche. Mais il s'est dans le même temps discrédité auprès des travailleurs dont il s'est tant réclamé pour finalement n'aboutir qu'à les décevoir.

Parce que, face à la crise, face au chômage en particulier, la gauche a non seulement fait preuve de sa carence mais se place même ouvertement dans le camp des possédants, il se trouve un certain nombre de travailleurs pour suivre la voie facile des préjugés anti-immigrés, pour se laisser abuser par la démagogie xénophobe, sinon raciste, d'un Le Pen.

En fait, ce dossier n'est pas sans intérêt pour les données statistiques ou historiques et les citations qu'il contient. Quant à la politique qui l'anime, c'est la défense, parfois honteuse, de Mitterrand et de ses gouvernements.

Vincent GELAS

L'effet Le Pen, dossier présenté et établi par Edwy Plenel et Alain Rollat, éditions La Découverte-Le Monde, 243 p., 67 F.

# TELE

## Sélection

### Samedi 6 octobre

**A2 17 h 55. Enquête :** « Voyage au bout de la faim ». Au début de l'année, la sécheresse a fait plus de 100.000 morts au Mozambique. L'enquête révélerait certaines contradictions de l'aide alimentaire.

**TF1 20 h 35. Théâtre :** *Nono* de Sacha Guitry. Un homme profite de l'absence de son meilleur copain pour « s'occuper » de sa petite amie. Du boulevard plein d'humour, paraît-il.

**TF1 22 h 10. Droit de réponse :** « Sans famille ». Cette semaine, l'émission de Michel Polac est consacrée à la DDASS, la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale, ses 84 milliards de budget et ses 137 000 salariés.

### Dimanche 7 octobre

**TF1 19 h. Sept sur sept** L'invité de ce magazine d'informations sera cette semaine Georgina Dufoix, ministre des Affaires sociales.

**TF1 20 h 35. Film :** *Garde à vue* de Claude Miller. Un petit notable (Michel Serrault) face à la ténacité d'un commissaire (Lino Ventura) qui le soupçonne de viol.

**FR3 22 h 30. Deux films fantastiques** de Jacques Tourneur *The leopard man* (1943) :

un léopard évadé est rendu responsable de plusieurs crimes. *Night call* (1964) : l'existence monotone d'une célibataire est bouleversée par de mystérieux coups de téléphone.

### Lundi 8 octobre

**TF1 20 h 35. Film :** *Le juge Fayard dit « Le Shérif »*, d'Yves Boisset. S'inspirant du meurtre du juge Renaud à Lyon, en juillet 1975, les liens entre la pègre et certains hommes politiques et industriels. Une dénonciation qui laisse la part un peu belle à l'intégrité de certains juges.



**FR3 20 h 35. Film :** *La gueule du loup* de Michel Leviant, avec Miou-Miou. Une jeune infirmière se tient pour coupable de la mort d'un truand dans son service.

**A2 20 h 35. Théâtre :** *Croque-Monsieur*, de Marcel Mithois. Un grand succès du théâtre de boulevard. A la suite de la

mort de son cinquième milliardaire de mari — mais celui-là a eu la fâcheuse idée de se ruiner —, Coco part en chasse d'un successeur.

### Mardi 9 octobre

**TF1 20 h 30. L'équipe Cousteau en Amazonie.** L'or a enrichi certains, mais il a surtout fait le malheur de beaucoup d'autres, témoin ces 45 000 hommes qui travaillent dans une mine à ciel ouvert par 40° à l'ombre.

**FR3 20 h 35. Film :** *Le protecteur* de Roger Hanin. La fille d'un architecte est tombée aux mains de proxénètes. Son père s'infiltre alors dans le milieu. Une dénonciation du sort fait aux prostituées.

**A2 20 h 40. Film :** *Le choc* de Robin Davis avec Alain Delon, Catherine Deneuve et Philippe Léotard. Pour échapper à son ex-patron, un tueur à gages qui veut prendre sa retraite se réfugie dans un élevage de dindons.

### Mercredi 10 octobre

**A2 20 h 35. Maigret à Vichy.** Un téléfilm tiré d'un roman de Simenon.

**A2 22 h 35. Les jours de notre vie.** Avant la naissance : le point sur de nouvelles techniques qui permettent, bien avant la naissance, de découvrir d'éventuelles malformations.

### Jeudi 11 octobre

**FR3 20 h 35. French cancan.** Un film de Renoir (1954).

Renoir s'est inspiré de la vie du fondateur du Moulin-Rouge pour nous donner une vision du monde du spectacle.



**TF1 21 h 30. L'enjeu,** émission de François de Closets. Ce magazine économique traitera entre autres sujets du retour des immigrés dans leurs pays d'origine en se demandant si cela serait une solution pour eux. Reste à voir évidemment comment le sujet sera traité.

**A2 20 h 35. Musique au cœur.** L'émission d'Eve Ruggieri est consacrée à la célèbre cantatrice Térésa Berganza.

**TF1 23 h 05. Film :** *La nuit américaine* de Truffaut avec Jean-Pierre L  aud. Le tournage d'un film : une vue sur les coulisses, comme si vous y étiez.



### Vendredi 12 octobre

**FR3 20 h 35. Quand les Russes parlent.** Cette série d'interviews a été réalisée par un journaliste américain lors de l'été 1983 dans plusieurs villes russes. Elle est suivie d'un débat.

**TF1 21 h 50. Téléfilm :** *Soldat Richter*. L'action de ce téléfilm se passe en 1943 dans une petite gare française : un soldat allemand est condamné à mort parce qu'il a volontairement laissé partir une dizaine d'otages français. Un sujet pour le moins inhabituel !

**A2 21 h 35. Apostrophes.** Le futur aujourd'hui avec comme invités : Joël et Stella de Rosnay, Martin Ader, Albert Ducrocq, Philippe Meyer et Jacques Bersani.

**A2 23 h 00. Ciné-club :** *La furie du désir* de King Vidor. Une peinture de l'Amérique traditionaliste et calotine au travers d'une histoire d'amour dramatique.



## « Journal intime »

de Marta Meszaros



Marta Meszaros est une cinéaste hongroise dont plusieurs films ont déjà été projetés en France comme *Adoption* ou *Elles deux*. Pour son dernier film, elle s'est largement inspirée de sa propre enfance.

Juli, jeune fille hongroise réfugiée en URSS avec ses parents qui fuyaient le fascisme, revient dans son pays après la guerre alors que son père, arrêté lors des grandes purges de 1938, a disparu et que sa mère est morte.

Recueillie par Magda, cadre du Parti Communiste Hongrois alors au pouvoir, elle reste traumatisée par la disparition de son père dans les gèoles de Staline. Magda, qui tente de s'attacher la jeune fille, ne peut ni ne veut lui expliquer ce qu'il est advenu de son père. Le fossé va se creuser entre elles. Juli va se tourner vers Janos,

un ingénieur communiste qui sera arrêté à son tour par la police politique hongroise.

Se situant avant la mort de Staline, entre 1947 et 1953, ce film, jalonné de bandes d'actualités de l'époque ou d'extraits de films, évoque la période d'affermissement du nouveau régime hongrois, les purges qui ont touché le pays, le culte de la personnalité, les privilèges du nouveau régime, mais aussi la peur que l'on pouvait trouver à l'intérieur du Parti Communiste.

A travers les yeux de Juli, sa sensibilité d'adolescente, sa révolte confuse, son incompréhension des événements, on ressent le tragique de la situation d'alors. Un bon film nuancé et émouvant même si, à certains moments, il reste trop allusif.

M.B.

## Top secret

Tourné par les réalisateurs de Y a-t-il un pilote dans l'avion?, *pastiche des films catastrophes*, *Top secret*, toujours dans le style burlesque, nous raconte une vague histoire d'espionnage ayant pour toile de fond une Allemagne de l'Est plus caricaturale que nature et pour héros un chanteur de rock américain.

Mais qu'importe finalement l'histoire: le film n'est en fait qu'une avalanche de gags, qu'une succession de situations, tous plus drôles les uns que les autres.

La cible des réalisateurs, c'est le rire... Touchée!

## Stress

de J.-L. Bertucelli

Qui persécute Nathalie, l'héroïne du film? Est-ce Michel, son ami, qui souhaiterait vivre avec elle et profite de la situation pour tenter de la persuader qu'elle a besoin d'une protection masculine? Est-ce le père de la petite Céline, la fille de Nathalie? Mais le spectateur sait déjà qu'il s'est suicidé plusieurs années auparavant. Est-ce le mystérieux Alex, qui se fait passer pour détective et propose ses services avec un peu trop d'empressement?

Après plusieurs coups de théâtre, le spectateur comprend enfin les ressorts d'une énigme fantastique à souhait. Angoisse garantie!

## Sélection cinéma

### FILMS RECENTS...

#### PARIS, TEXAS de Wim Wenders

Un beau film qui joue sur l'émotion et qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés...  
**Movies les Halles 1<sup>er</sup> (vo).**  
**Impérial 2<sup>e</sup> (vo).** **Rex 2<sup>e</sup>.** **Ciné Beaubourg Les Halles 3<sup>e</sup> (vo).**  
**Cluny Ecole 5<sup>e</sup> (vo).** **Saint-André-des-Arts 6<sup>e</sup> (vo).** **UGC Montparnasse 6<sup>e</sup>.** **Pagode 7<sup>e</sup> (vo).** **Biarritz 8<sup>e</sup> (vo).** **Marignan 8<sup>e</sup> (vo).** **Action Lafayette 9<sup>e</sup> (vo).** **UGC Boulevard 9<sup>e</sup>.** **14 juillet 11<sup>e</sup> (vo).** **Nation 12<sup>e</sup>.** **Escorial 13<sup>e</sup> (vo).** **UGC Gobelins 13<sup>e</sup>.** **Olympic Entrepôt 14<sup>e</sup> (vo).** **PLM Saint-Jacques 14<sup>e</sup> (vo).** **Sept Parnassiens 14<sup>e</sup> (vo).** **14 Juillet 15<sup>e</sup> (vo).** **UGC Convention 15<sup>e</sup>.** **Mayfair 16<sup>e</sup> (vo).** **Images 18<sup>e</sup>.**



#### LE MEILLEUR de Barry Levinson, avec Robert Redford

Sur le mythe de la réussite américaine: comment on peut devenir champion, même à 35 ans.  
**Gaumont Les Halles 1<sup>er</sup> (vo).** **Berlitz 2<sup>e</sup>.** **Gaumont Richelieu 2<sup>e</sup>.** **Quintette 5<sup>e</sup> (vo).** **Odeon 6<sup>e</sup> (vo).** **Colisée 8<sup>e</sup> (vo).** **Gaumont-Sud 14<sup>e</sup>.** **Miramar 14<sup>e</sup>.** **Gaumont Convention 15<sup>e</sup>.** **Clichy Pathé 18<sup>e</sup>.**



#### A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT. de Robert Zemeckis.

Les aventures d'une romancière américaine aux prises avec la jungle colombienne et d'autres dangers... De l'aventure, de l'humour et de l'amour!  
**UGC Opéra 2<sup>e</sup>.** **Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup> (vo).** **Paramount Opéra 9<sup>e</sup>.** **Montparnos 14<sup>e</sup>.** **Convention 15<sup>e</sup>.**



#### AU-DESSOUS DU VOLCAN de John Huston.

La déchéance d'un diplomate anglais dans le Mexique de la fin des années 1930.  
**Forum Arc-en-ciel 1<sup>er</sup> (vo).** **Hautefeuille 6<sup>e</sup> (vo).** **Marignan 8<sup>e</sup> (vo).** **14 Juillet 11<sup>e</sup> (vo).** **Montparnasse Pathé 14<sup>e</sup>.** **Trois Parnassiens 14<sup>e</sup> (vo).**

#### LES NUITS DE LA PLEINE LUNE d'Eric Rohmer

Un marivaudage plein d'humour à la mode d'aujourd'hui.  
**Forum Orient Express 1<sup>er</sup>.** **Impérial 2<sup>e</sup>.** **Quintette 5<sup>e</sup>.** **Studio Cujas 5<sup>e</sup>.** **Elysées Lincoln 8<sup>e</sup>.** **Marignan 8<sup>e</sup>.** **14 juillet 11<sup>e</sup>.** **Montparnos 14<sup>e</sup>.** **Olympic Entrepôt 14<sup>e</sup>.** **Sept Parnassiens 14<sup>e</sup>.** **14 juillet 15<sup>e</sup>.**



#### L'ETOFFE DES HÉROS. de Philip Kaufman.

Les premiers Américains dans l'espace, un film à la gloire de l'Amérique certes, mais plein d'humour et d'images superbes. Le film dure plus de trois heures.  
**Marbeuf 8<sup>e</sup> (vo).**

#### LES BLUES BROTHERS. de John Landis.

Une comédie musicale « blues » avec des poursuites infernales et beaucoup d'humour.  
**L'Épée de Bois 5<sup>e</sup> (vo).**

#### CARMEN. de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.  
**Vendôme 2<sup>e</sup>.** **Publicis Matignon 8<sup>e</sup>.**

#### ET VOGUE LE NAVIRE. de Federico Fellini.

Où Fellini nous fait faire une croisière bien étrange.  
**Studio Galande 5<sup>e</sup> (vo).** **Cité Internationale 5<sup>e</sup> (vo).**

### ...ET MOINS RECENTS

#### JULIA de F. Zinnemann, avec Jane Fonda et Vanessa Redgrave.

L'amitié d'une jeune femme pour son amie militante dans les années 1920.  
**Grand Pavois 15<sup>e</sup> (vo).**

#### RUE CASES-NÈGRES. de Euzhan Palcy.

La Martinique des années 30 vue par un enfant pauvre de la rue Cases-Nègres.  
**Saint-Ambroise 11<sup>e</sup>.** **Grand Pavois 15<sup>e</sup>.**

#### LE CRI de M. Antonioni

Un homme délaissé par sa femme erre dans une Italie en pleine crise.  
**Studio Bertrand 7<sup>e</sup> (vo).**

#### BARRY LYNDON. de Stanley Kubrick.

Un arriviste pour qui tous les moyens sont bons pour grimper dans l'échelle sociale au 18<sup>e</sup> siècle.  
**Grand Pavois 15<sup>e</sup> (vo).** **Boîte à films 17<sup>e</sup> (vo).**

#### L'HOMME AU COMPLET BLANC d'Alexander Mackendrick

Un classique de l'humour britannique, avec Alec Guinness.  
**Action Ecoles 5<sup>e</sup> (vo).**

#### L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP. d'Alfred Hitchcock.

En réalité, il ne savait rien, mais les apparences étaient contre lui.  
**Reflet Quartier Latin 5<sup>e</sup> (vo).**

#### METROPOLIS de Fritz Lang

Un film de 1926, sonorisé par Giorgio Moroder. Une dénonciation de l'exploitation capitaliste et un appel à la collaboration de classes.  
**Saint-Germain Huchette 5<sup>e</sup>.** **Bretagne 6<sup>e</sup>.** **Elysées Lincoln 8<sup>e</sup>.**

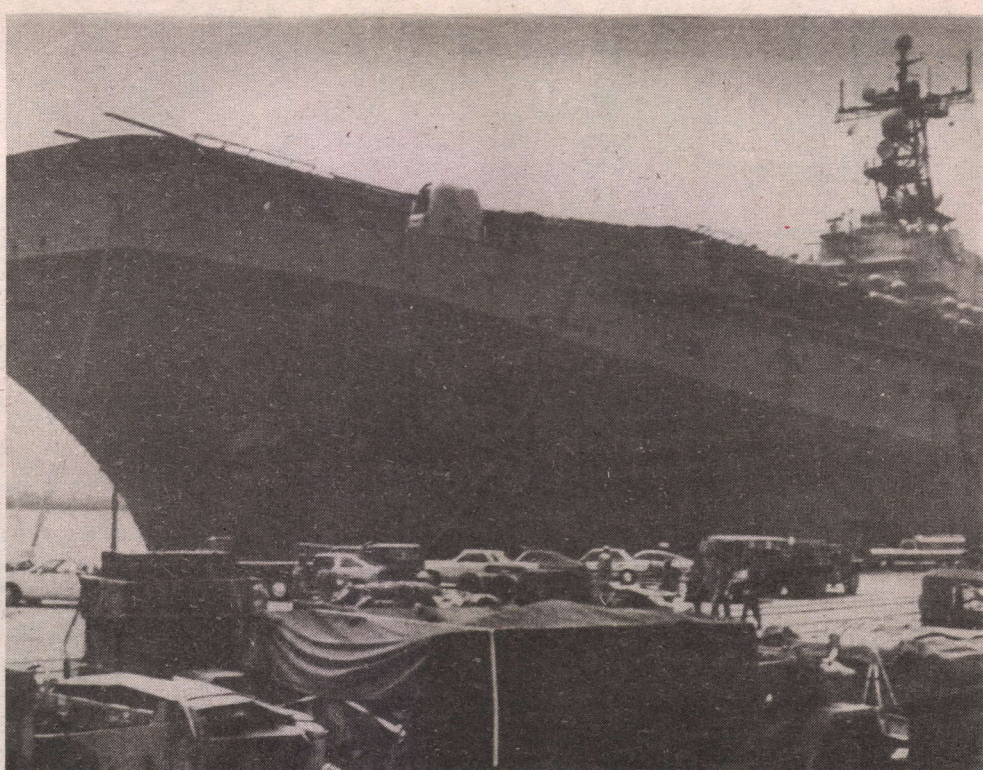
#### ALEXANDRE NEVSKI de S.M. Eisenstein

Fresque héroïque et nationaliste de la résistance russe aux envahisseurs mongols et teutons du XII<sup>e</sup> siècle.  
**Olympic Luxembourg 6<sup>e</sup> (vo).**

#### FONTANAMARA de Carlo Lizzani

D'après le roman d'Ignazio Silone: un village des Abruzzes face au fascisme mussolinien.  
**Latina 4<sup>e</sup> (vo).**





Le Nicaragua sous la pression militaire des Etats-Unis

## AMERIQUE CENTRALE

# Les plans de paix avortent et la pression militaire des USA s'accroît

Les 28 et 29 septembre derniers, les ministres des Affaires étrangères de la Communauté Economique Européenne, ceux du Portugal, de l'Espagne, d'Amérique centrale et du groupe dit de la « Contadora » composé du Mexique, du Panama, du Venezuela et de la Colombie, se réunissaient à San José au Costa Rica et apportaient leur soutien au plan de paix proposé par la « Contadora ».

Avec ce plan, ces pays prétendent jouer les arbitres entre les USA d'un côté, le Nicaragua et Cuba de l'autre, en demandant aux uns et aux autres des renoncements identiques, c'est-à-dire l'arrêt des interventions militaires étrangères dans les différents pays de l'Amérique centrale, des élections libres ainsi qu'une amnistie politique pour tous les opposants et le refus de soutenir des groupes armés engagés dans des actions contre les différents Etats de la région.

Les dirigeants nicaraguayens ont signifié à plusieurs reprises qu'ils étaient prêts à accepter les conditions fixées par les négociateurs. Mais une fois de plus les USA ont affirmé qu'ils n'entendaient pas faire la moindre concession.

Le énième plan de paix de la « Contadora », qui s'était réunie pour la première fois les 8 et 9 janvier 1983 dans la petite île de Contadora, sur la côte pacifique du Panama, vient en effet d'être rejeté par les Etats-Unis et quatre pays d'Amérique centrale (le Guatemala, le Salvador, le Honduras et le Costa Rica), sous le prétexte que, dans sa rédaction actuelle, le plan donnerait « un avantage injuste au Nicaragua ».

Les pays de la Contadora vont donc plancher une fois encore sur une nouvelle version de leur plan de paix qui, comme les précédentes, aura toutes les chances d'avoir la même efficacité.

On comprend que les dirigeants des pays de la Contadora aient envie de tout faire pour stabiliser la situation en Amérique centrale. Ils craignent visiblement que les Etats-Unis contribuent eux-mêmes à une « propagation de l'incendie à tous les pays du bassin des Caraïbes (...), voire à tout l'hémisphère », pour reprendre l'expression du président colombien. Ce dernier ajoutait d'ailleurs à l'intention des USA : « Ceux qui ne comprennent pas les raisons sociales des convulsions politiques latino-américaines ou les attribuent à des cours idéologiques dans la confrontation Est-Ouest, sèment les graines du chaos et de la guerre ». Et de son côté, le président mexicain dénonçait lui aussi les « démonstrations de force qui menacent de provoquer une conflagration ».

Mais leur volonté de paix, même appuyée par les Etats européens et les dirigeants de la social-démocratie internationale, ne pèse pas très lourd dans la balance pour les dirigeants américains. Certes, ces derniers ne sont pas naïfs au point de croire eux-mêmes aux discours qu'ils tiennent à leur population. Ils savent bien que les « conditions politiques latino-américaines » ne sont pas « idéologiques » et qu'elles ne dépendent nullement de la confrontation Est-Ouest. « Les graines du chaos » sont uniquement semées par l'exploitation permanente à laquelle l'impérialisme soumet ces

pays et à la pauvreté et l'oppression que cette exploitation engendre. Ils savent que l'Amérique centrale, et au-delà l'Amérique latine, est une poudrière ; et à leurs yeux c'est un crime que le régime sandiniste survive sans être subordonné à Washington, voire au Conseil d'administration d'un quelconque trust agro-alimentaire et que, se faisant, il puisse être un exemple et un espoir pour tous les autres pays exploités de la région.

Au Guatemala, en Colombie, des mouvements de guérilla se développent. Au Honduras, au Mexique il y a des tensions sociales. Au Salvador, l'armée, financée et entraînée par les USA, ne parvient pas à venir à bout d'un mouvement de lutte armée. Et pour le moment les USA, loin de vouloir diminuer leur pression militaire, cherchent pour tenter

de stopper toute progression de ces mouvements populaires à l'accroître, voire à se préparer à une intervention directe. Ils organisent la guerre contre le Nicaragua et soutiennent l'armée salvadorienne contre la guérilla. Contre le Nicaragua, c'est le blocus économique, l'entraînement des « contras » (bandes anti-sandinistes) dans les bases honduriennes, l'organisation indirecte ou directe par la CIA de destructions d'installations pétrolières, de ponts, de récoltes, le minage des ports, etc. En même temps, ils entraînent activement l'armée hondurienne : 1 700 militaires américains sont sur place. Et ils se préparent peut-être aussi à une intervention militaire directe : ils ont déjà installé au Honduras dix aérodromes, une base aéronavale, radars, dépôts de munitions. Des éléments impor-

croisent au large. D'autre part, ils entraînent activement les militaires salvadoriens, leur fournissent armes et dollars.

Ainsi les USA se donnent les moyens pour une éventuelle intervention directe.

Certes, les Etats-Unis préféreraient sans doute que les régimes du Salvador ou du Guatemala par exemple, soient aujourd'hui capables de se tirer d'affaire sans le secours de leurs « marines ». Mais il n'est pas dit qu'ils en soient capables (visiblement ils ne le sont pas) comme il n'est pas dit d'ailleurs que les dirigeants latino-américains, qui aujourd'hui prêchent la modération aux Etats-Unis, ne soient pas amenés à les appeler à l'aide demain contre leur population.

Michel BROUSSE

## Drôle de soupe

Lors des journées parlementaires de l'UDF qui se sont tenues il y a une quinzaine de jours à Cannes, on apprenait que l'appétit de Barre était réfractaire à la « ratatouille politicienne ». Barre entendait ainsi déposer une pierre de taille dans la gamelle de son adversaire Giscard, auquel il dispute le leadership de l'UDF. Ainsi, alors que Giscard est un partisan de la « cohabitation » avec Mitterrand en cas de victoire de la droite aux prochaines élections législatives de 1986, Barre refuse cette cohabitation dans laquelle il voit un retour aux mœurs de la IV<sup>e</sup> République. Voilà l'anathème lâché, voilà Barre qui

en appelle aux mânes gaulloises.

Mais à gaullien, gaullien et demi. Lors des journées parlementaires RPR tenues une semaine plus tard, Chirac s'est empressé de rappeler qu'en ce qui concernait les références à la Cinquième République, il en connaissait un rayon. « Nous avons mieux à faire que de signifier d'ores et déjà son congé au chef de l'Etat » a-t-il déclaré, en ajoutant : « Je vois mal comment faire autrement, dès lors qu'on se réclame du Général De Gaulle et du respect de la constitution qu'il a donnée au pays ». Et pan, un pavé dans la mare de

Barre ! Les chiraquiens se sont donc prononcés pour la cohabitation. Le poste de Premier ministre entre les législatives et les présidentielles de 1988, apparaîtrait-il à Chirac un tremplin pour la magistrature suprême ? En tout cas, pas question de cracher dans la soupe.

En attendant de cohabiter ou pas avec l'actuel hôte de l'Elysée, l'opposition de droite donne bien plus que l'allure d'une ratatouille, celle d'un véritable panier de crabes, où « cohabitent » tant bien que mal trois leaders, dont chacun pense, à juste titre, qu'il y en a deux de trop !

André JULLIARD